

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15828 - 7 F

DIMANCHE 17 - LUNDI 18 DÉCEMBRE 1995

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Les Quinze s'unissent pour lancer l'euro en janvier 1999

LE CONSEIL EUROPÉEN qui s'est achevé, samedi 16 décembre, à Madrid, a d'abord voulu mettre un terme à la controverse sur la nécessité de reporter ou non la création de la monnaie unique. En avalisant les différentes étapes du calendrier qui, à l'horizon de 2002, permettront à l'euro d'avoir cours légal en lieu et place des monnaies nationales, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement ont voulu présenter un front uni. Il reste que les Quinze ont préféré reporter à plus tard le sort du « pacte de stabilité » proposé par l'Allemagne et la nature des relations à établir entre les pays qui, dès le départ, participeront à la naissance de la monnaie unique et ceux qui, pour quelque temps, resteront en dehors de ce « noyau dur ». Le sommet de Madrid a également fixé au 29 mars 1996 le début des travaux de la conférence intergouvernementale chargée d'adapter les institutions européennes dans la perspective de l'élargissement de l'Union à une douzaine de nouveaux candidats.

Lire page 2 et notre éditorial page 14

Les malheurs du président de l'UEFA



LENNART JOHANSSON

L'ANNÉE 1995 s'est moins bien achevée qu'elle n'a commencé pour Lennart Johansson, le président de l'Union européenne de football (UEFA). A la tête de la confédération continentale la plus prospère, le Suédois pouvait se croire tout-puissant. Il dirigeait la présidence de la Fédération internationale de football (FIFA) et rendait public ses propositions pour le développement du ballon rond sur la planète.

Hélas ! Un joueur belge sans renom a remis à plus tard ces rêves de conquête. Jean-Marc Bosman attaqua devant les tribunaux les règlements de l'UEFA, qui avaient permis à son club de briser sa carrière. La Cour de justice des Communautés européennes lui a donné raison, vendredi 15 décembre. Institutions politiques, joueurs, clubs se rebellent, et Lennart Johansson doit tenter d'éteindre l'incendie qui menace dans sa propre maison.

Lire page 18

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 ATS; Espagne, 45 P; France, 25 F; Grèce, 200 Dr; Irlande, 200 F; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Pays-Bas, 100 G; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 100 P; Suède, 100 Kr; Suisse, 200 F; Turquie, 100 L; USA, 100 \$; Espagne, 250 P.

M 0146 - 1217 - 7.00 F

La CGT et Force ouvrière entretiennent la protestation contre le plan Juppé

Selon un sondage IFOP-« Le Monde », les Français sont partagés sur le maintien de la réforme

LA SORTIE de la grève était amorcée de façon très inégale samedi matin 16 décembre. La reprise du travail s'est accentuée dans les transports parisiens: la RATP a annoncé, au milieu de la matinée, que six lignes de métro sur quinze étaient ouvertes.

Dans les transports publics de province, la situation était très contrastée. A la SNCF, la reprise était perceptible en région parisienne, mais plusieurs dépôts de province résistaient. Dans le sud de la France, les syndicats contestaient la lecture faite par les directions régionales de la lettre adressée aux fédérations de cheminots par Bernard Pons, ministre des transports. Cette lettre est censée garantir le gel des restructurations et des suppressions d'emplois.

Pour sa part, l'hôtel Matignon se disait déterminé, samedi matin, à ouvrir durablement un dialogue de fond avec les syndicats. La CGT continue de demander le retrait du plan Juppé,



mais par d'autres moyens d'action que la grève. Avec Force ouvrière et la FSU, elle appelait à des manifestations dans tout le pays, samedi. Un sondage de l'IFOP pour « Le Monde » indique que les Français sont partagés :

47 % souhaitent ce retrait, 49 % sont contre.

Quelles que soient les suites du mouvement social des trois dernières semaines, les députés de droite et de gauche, que nous avons interrogés par ail-

leurs, estiment qu'il aura modifié les termes du débat politique.

Lire pages 6 à 9 et 25
« Paroles de députés » page 11 et les points de vue pages 12-13

Le gouvernement abroge le décret sur les fichiers de la gendarmerie

LE GOUVERNEMENT « va abroger » le décret qui autorise la gendarmerie à ficher les personnes susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat, ainsi que leurs parents et amis, et celles « qui sont victimes d'actes de terrorisme ou paraissent être particulièrement exposées à de tels actes ».

Un communiqué du ministère de la défense, rendu public dans la nuit du vendredi au samedi 16 décembre, annonce le retrait de ce texte vivement critiqué par les syndicats de magistrats, de policiers et par l'association SOS-Attentats. Le décret précise en effet que peuvent être recueillies des données nominatives relatives « aux opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ainsi que les appartenances syndicales ».

Lire page 25

Les élus de la région parisienne découvrent les vertus du vélo

PENDANT PRÈS d'un mois de grève des transports en commun, les habitants de l'Île-de-France ont inventé ce que les politiques et les experts n'avaient pas parvenus à mettre en œuvre en plusieurs années de réflexions: nouveaux modes de transports, itinéraires de substitution, aménagement du temps de travail, travail à distance. Le conseil régional d'Île-de-France vient de s'emparer du dossier.

A son initiative, un sondage devait être réalisé, samedi 16 et dimanche 17 décembre, auprès d'un échantillon de la population active, sur des thèmes tels que l'usage de la bicyclette, le covoiturage, les bateaux-bus, les horaires décalés, les hébergements provisoires, le recours au fax et aux courriers... Une nouvelle enquête sera effectuée dans quelques semaines, lorsque les usagers auront repris leur rythme habituel de vie et de travail et, peut-être, abandonné le patin à roulettes.

« Je ne crois pas à la pérennité de l'auto-stop, ni du covoiturage, qui pose le problème des retours, ni même des bateaux-bus, a priori tentants, mais beaucoup plus lents et beaucoup plus chers que le métro et le bus », explique Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional.

Mais il a soudainement acquis la conviction que l'usage de la bicyclette est appelé à se développer dans la capitale comme en banlieue. Cent quarante mille Parisiens possédaient un vélo avant la grève. L'enquête devrait permettre de dénombrer les nouveaux adeptes de la bicyclette, dont les ventes ont explosé ces dernières semaines. « Le succès croissant du vélo pose le problème de l'aménagement de la voirie, des dispositifs de stationnement et de la sécurité des cyclistes », souligne M. Giraud, qui souhaite inciter les collectivités locales à développer les pistes cyclables, réclamées avec force par les élus Verts de Paris.

Le maire de Paris, Jean Tiberi (RPR), a annoncé, vendredi 15 décembre, la prochaine constitution d'un groupe de travail « chargé d'élaborer très vite des propositions pour permettre à ceux qui ont découvert le vélo à Paris de pouvoir continuer d'en faire ». Déjà, le 15^e arrondissement (le plus peuplé de la capitale, au sud-ouest) a accepté de constituer un réseau dans la continuité de celui d'Issy-les-Moulineaux. Il s'agit de généraliser cette initiative aux principales entrées de la capitale.

D'après des indications fournies par les en-

treprises, il semble qu'en dépit de l'absence totale de transports publics 75 % des Franciliens n'aient pas manqué un seul jour de travail et que 8 % seulement d'entre eux se soient absentés plus de cinq jours. « Ces chiffres font avancer concrètement le débat sur la durée du temps de travail », estime M. Giraud, qui prône, dans une région confrontée quotidiennement à la grève ou non - à d'énormes difficultés de circulation, le développement du télétravail. « C'est une piste sérieuse pour contribuer à résoudre à la fois la crise du transport et celle du coût du mètre carré de bureau », dit-il.

Le conseil régional dispose déjà d'une étude qui indique que le travail à distance touchera 7 ou 8 % de la population active dans les cinq prochaines années. Des projets de « bureaux de proximité » sont à l'étude, en collaboration avec la RATP: l'objectif est de limiter les déplacements inutiles de certaines catégories de salariés, en mettant à leur disposition, dans certaines zones, les réseaux de communication nécessaires à la transmission de leur travail à leurs employeurs.

Pascal Sauvage

L'élite eltsinienne face à la Russie réelle

ANNONCÉE sur tous les tons depuis deux mois, la perspective d'une « victoire » communiste, le 17 décembre, soulève-t-elle au Kremlin des craintes réelles? C'est sur cette question sans réponse que s'est achevée la campagne pour les dernières élections législatives organisées, en l'espace de deux ans, dans la Russie de Boris Eltsine.

Ceux qui répondent par la négative se réfèrent à l'un de ces calculs machiavéliques si facilement attribués aux communistes reconvertis qui règnent à Moscou: face à un Parlement « rouge », Boris Eltsine pourrait enfin retrouver son ancienne image, celle du champion des réformes et de la démocratie, augmentant ainsi ses chances pour l'élection présidentielle de juin 1996. Chacun s'accorde en effet, à Moscou, pour faire du scrutin prévu dans six mois le seul à être vraiment déterminant pour l'avenir de la Russie, soumise depuis deux ans à une nouvelle constitution ultra-présidentielle. Plusieurs signes récents montrent que Boris Eltsine n'exclut pas de se représenter en juin prochain, malgré sa deuxième longue hospitalisation en quatre mois. Au pays de Brejnev et de Tchernenko, une telle hypothèse

ne paraît pas totalement irréaliste. Il est vrai qu'aux dernières heures de la campagne électorale le président Eltsine, totalement absent des écrans télévisés depuis quinze jours, est réapparu en meilleure forme. Son allocution d'une douzaine de minutes fut entièrement consacrée au danger d'une restauration communiste, allant jusqu'à évoquer la « guerre civile » qui menacerait la Russie. C'est exactement le même discours que tenait M. Eltsine, il y a deux ans, lorsqu'il incitait le pays à voter pour sa nouvelle Constitution, garante de ce qu'un retour au pouvoir des « bruns-rouges » (comme on désignait alors les nationalistes et les communistes) serait impossible.

Dès septembre, le président russe avait confié que son souci principal, qui le « hante jour et nuit », reste celui d'« empêcher l'arrivée au pouvoir d'un extrémiste ». Affirmant aujourd'hui que « tout est prévu » pour l'exclure, il traduit ainsi l'inquiétude réelle régnant depuis longtemps déjà au sein de ses divers entourage.

Sophie Shihab

Lire la suite page 14

Ligne FLAVIE or et pierres fines à partir de 11000 F

Van Cleef & Arpels

"Il est des signatures auxquelles on tient."

ouverture exceptionnelle dimanche 17 décembre
22, place Vendôme, 75001 PARIS Tél. 42 61 58 58

L'extrême droite progresse chez les policiers

Deux organisations d'extrême droite, la FFPF et Front national pour la police, ont recueilli 13 % des voix chez les 92 000 policiers en tenue, lors des élections professionnelles. La FASP, proche de la gauche, recule, tout en obtenant 42,43 % des voix.

p. 10

Crise budgétaire à Washington

Le conflit budgétaire aux États-Unis provoque la mise au chômage technique de quelque trois cent mille fonctionnaires.

p. 3

Paris-Flacon

Capitale mondiale du parfum, Paris est aussi le centre de création de ceux qui les habillent.

p. 19

Record pour un Matisse

Le tableau moderne le plus cher vendu en France, cette année, est une petite aquarelle gouachée du maître qui fait partie des nombreuses esquisses préparatoires à La Danse.

p. 21

François Léotard au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Le président du Parti républicain, François Léotard, est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 17 décembre, à partir de 18 h 30. « Le grand jury RTL-Le Monde » est aussi retransmis en direct sur la chaîne câblée RTL 9.

International	2	Communication	18
France	6	Agenda	20
Cartes	9	Abonnements	20
Société	10	Météorologie	20
Horaires	11	Mots croisés	20
Entreprises	15	Culture	21
Finances/marchés	16	Guide culturel	23
Aujourd'hui	18	Radio-Télévision	24

La crise budgétaire aux Etats-Unis provoque une nouvelle paralysie de l'administration

La loi de finances provisoire a expiré le 15 décembre à minuit

Le conflit budgétaire opposant l'administration Clinton et le Congrès américain, à majorité républicaine, n'a pas été réglé avant l'expir

ation de la loi de finances provisoire, qui autorisait les dépenses fédérales jusqu'au 15 décembre à minuit. Quelque trois cent

mille fonctionnaires se trouvent, pour la seconde fois en un mois, en situation de chômage technique.

WASHINGTON

de notre correspondant
« C'est avec un regret profond que je dois dire au peuple américain que nous sommes revenus à la case départ », a déclaré, vendredi 15 décembre, Pete Domenici, président (républicain) de la commission budgétaire du Sénat. Pour la seconde fois en un mois, l'administration Clinton est « fermée », privée d'autorisation légale de dépenser l'argent de l'Etat. Le 14 novembre, faute d'accord entre l'exécutif et le législatif sur le budget 1996, l'administration avait dû se résoudre à mettre quelque huit cent mille fonctionnaires au chômage technique, afin d'économiser les deniers publics. Ce mouvement s'était prolongé cinq jours, jusqu'au vote d'une loi de finances provisoire expirant le 15 décembre à minuit, date à laquelle aucun accord n'est intervenu.

Soucieux de présenter sa propre version de ce rebondissement, Bill Clinton a souligné que les républi-

cains « menacent une nouvelle fois de contraindre le gouvernement à fermer » si celui-ci n'accepte pas leurs profondes coupes budgétaires dans le système de santé, l'éducation, l'environnement, ainsi que leurs augmentations fiscales pour les familles moyennes.

L'enjeu de cette épreuve de force entre la Maison Blanche et les républicains (majoritaires au Congrès) porte sur les économies nécessaires pour équilibrer les comptes fédéraux en sept ans. M. Clinton s'est finalement rallié à l'objectif d'équilibre, qui constitue la pierre angulaire du programme républicain, mais en y mettant une condition : que ses priorités sociales soient respectées.

Bien qu'elles se soient considérablement rapprochées, les positions respectives des républicains et de l'administration Clinton restent encore éloignées. Le chef de la Maison Blanche se refuse à remettre en cause les avantages acquis en matière sociale, dont pro-

fitent à la fois la classe moyenne et les plus démunis. Jusqu'à la semaine dernière, le fossé séparant les estimations de chaque camp s'agissant des économies nécessaires pour équilibrer les comptes de l'Etat atteignait plus de 400 milliards de dollars (2 000 milliards de francs) sur sept ans.

Grâce à une révision des prévisions économiques, effectuée par l'Office budgétaire du Congrès (CBO), quelque 135 milliards de dollars supplémentaires ont pu être trouvés, réduisant d'autant l'écart entre les deux parties. Pour aller plus loin, il faudrait que le chef de l'exécutif et les républicains acceptent de faire des concessions politiques majeures. M. Clinton, ragailardi par plusieurs sondages (pour la première fois depuis février 1994, sa cote de popularité dépasse 50 % d'opinions favorables), ne veut pas céder. Cette paralysie partielle de l'administration devrait cependant être moins grave que la précédente.

Environ trois cent mille fonctionnaires relevant de services non essentiels sont concernés, la plupart d'entre eux à partir du lundi 18 décembre. La loi de finances se décompose en effet en treize autorisations budgétaires, dont la plupart ont été signées par Bill Clinton. De nouvelles négociations pourraient s'engager ce week-end, au cours duquel le Parti démocrate devait marteler un message simple : avec les propositions républicaines, sept millions d'enfants se retrouveront au-dessous du seuil de pauvreté et quatre millions d'autres plus droit qu'à un système de santé au rabais.

Alors que la crise budgétaire ne permet plus, depuis vendredi à minuit, de payer la note d'électricité du sapin de Noël de la Maison Blanche, traditionnellement admiré par des milliers d'enfants, Bill Clinton a annoncé qu'il réglerait personnellement la facture...

Laurent Zecchini

Epreuve de force entre les républicains et Bill Clinton dans l'affaire Whitewater

WASHINGTON

de notre correspondant
La guerre d'usure entre la Maison Blanche et la commission sénatoriale chargée d'enquêter sur l'affaire Whitewater tourne au conflit ouvert. La commission a décidé, vendredi 15 décembre, de demander à l'ensemble du Sénat de se prononcer sur la nécessité de contraindre Bill Clinton à divulguer des documents que la présidence estime confidentiels. Ce différend juridique n'est pas exempt d'arrière-pensées politiques : la commission est présidée par Alfonso D'Amato, sénateur républicain de New-York. Avec Jesse Helms, sénateur de Caroline du Nord et président de la commission des affaires étrangères, c'est un des adversaires les plus déterminés de M. Clinton.

Les Américains ne comprennent pas grand-chose aux arcanes de l'enquête, mais ils mesurent l'enjeu de cette partie de bras de fer politique : s'ils parviennent à convaincre l'opinion que Bill Clinton et son épouse Hillary dissimulent la vérité, voire qu'ils sont coupables de graves irrégularités

dans l'affaire Whitewater, les républicains disposeront d'un sérieux argument électoral pour la campagne présidentielle de 1996.

La bataille en cours porte sur le compte-rendu d'une réunion qui s'est déroulée à la Maison Blanche, le 5 novembre 1993, entre les avocats présidentiels et les avocats personnels de M. Clinton : les premiers devaient passer le relais aux seconds s'agissant du dossier Whitewater. A l'origine, il s'agit de l'histoire de la faillite de la Madison Guaranty, une caisse d'épargne de l'Arkansas (Etat dont M. Clinton a été le gouverneur), liée à l'achat d'un terrain du nom de Whitewater. Dans ce projet immobilier, Bill et Hillary Clinton étaient associés à leurs amis James et Susan McDougal, propriétaires de la Madison. Une des questions est de savoir si M. Clinton n'a pas utilisé des financements publics pour renflouer la Madison, voire financer une de ses campagnes électorales.

Jusqu'à présent, en dépit d'une longue enquête, rien de substantiel n'a pu être retenu contre M. Clinton ou ses proches. Un

juge municipal de l'Arkansas, David Hale, prétend cependant avoir subi des pressions de l'ancien gouverneur pour accorder un prêt fédéral de 300 000 dollars à M. McDougal. Lors de la réunion de novembre 1993, William Kennedy, qui était à l'époque conseiller juridique à la Maison Blanche, a pris des notes, qu'exige aujourd'hui la commission d'enquête. M. Clinton s'y refuse, arguant du droit à la confidentialité qui protège les échanges entre un avocat et son client, ainsi que du « privilège de l'exécutif ».

Mais le chef de la Maison Blanche apporte involontairement de l'eau au moulin de ses adversaires : si le président n'a rien à cacher, affirment ceux-ci, qu'il rende publics ces documents. Vendredi, une tentative de conciliation a échoué : M. Clinton proposait de s'exécuter, mais à une condition : la commission ainsi que le procureur spécial chargé de l'enquête, Kenneth Starr, devaient reconnaître le caractère confidentiel de la réunion du 5 novembre, et de toute autre réunion sur le même sujet. M. D'Amato a refusé,

ne voulant pas se lier les mains pour la suite de l'enquête.

La commission a donc voté le principe d'une assignation en justice. Faute de parvenir à un compromis d'ici là, le Sénat devra se prononcer le 20 décembre. Si la Chambre haute du Congrès décide de saisir les tribunaux, il s'agira certes d'un camoufflet politique pour M. Clinton, mais qui ne préjugera pas de l'issue de la bataille juridique qui s'ouvrira ensuite.

L. Z.

L'ONU donne son feu vert à l'OTAN pour le déploiement de la force de paix en Bosnie

20 000 soldats américains feront partie de l'IFOR

LE CONSEIL de sécurité de l'ONU a donné, vendredi 15 décembre, son feu vert à l'OTAN pour faire appliquer, si nécessaire en recourant à la force, les dispositions militaires de l'accord de paix sur la Bosnie-Herzégovine, signé le 14 à Paris. La résolution, qui porte aussi sur les aspects civils de l'accord, a été adoptée à l'unanimité.

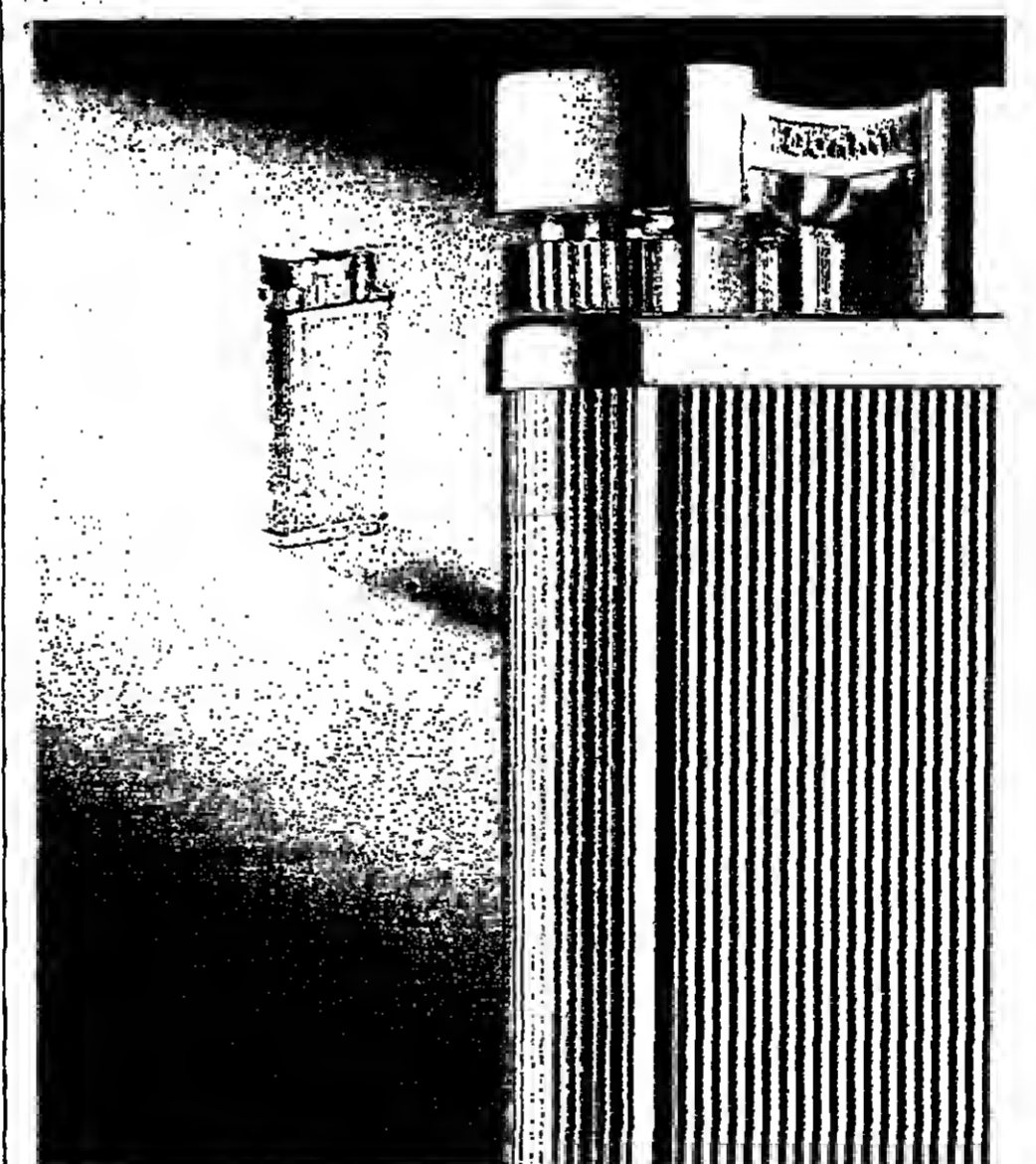
Elle prévoit que l'IFOR (la force de paix multinationale) remplacera « dans les quatre-vingt-seize heures » la Force de protection des Nations unies (Forpronu), déployée depuis mars 1992 en Bosnie. Le transfert de l'autorité mili-

taire de l'ONU à l'OTAN devrait se faire le 19 décembre. De nombreux soldats servant dans la Forpronu changeront simplement de casques et d'insignes. Vingt mille soldats américains les rejoindront progressivement en Bosnie. Les préparatifs à ce déploiement américain sont toutefois retardés par les mauvaises conditions météorologiques, qui n'ont pas permis ces derniers jours d'utiliser l'aéroport de Tuzla.

D'autre part, le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a confirmé vendredi soir à la télévision de Pale que la construction d'une « nouvelle ville » avait été envisagée pour les Serbes de Sarajevo. « Ce qui importe, c'est que nous restions ensemble », a martelé M. Karadzic, appelant les habitants des banlieues serbes de Sarajevo qui refusent de passer sous administration bosniaque, comme le prévoit l'accord de paix, à ne pas se lancer sur la route de l'exode. « La Yougoslavie et la communauté internationale sont prêtes à nous aider à construire une telle ville », a-t-il affirmé, en ajoutant que les emplacements « ne manquent pas » et en citant « la vallée de Sarajevo », Pale ou encore la région de Trebinje (Sud-Est).

En France, le capitaine Frédéric Chiffot et le lieutenant José Souvignat, les deux pilotes qui avaient été détenus pendant trois mois par les Serbes de Bosnie, ont été chaleureusement accueillis vendredi sur leur base aérienne de Nancy-Ochey, par une double haie de plusieurs centaines de militaires. Les nombreux journalistes venus assister à ce retour n'ont cependant pas été autorisés à interroger les deux hommes. — (AFP, Reuters.)

ALFRED DUNHILL



BRIQUET UNIQUE.

Le briquet Alfred Dunhill original. Fabriqué au Royaume-Uni selon les standards modernes d'excellence. Finitions au diamant et plaçage raffinés. Disponible en différentes tailles et formes. Sa garantie est internationale.



Très recherché depuis 1893.

Alfred Dunhill, 16, rue de la Paix, Paris et distributeurs agréés. Tél. (1) 44 12 92 92.

Italie : les derniers jours du gouvernement Dini sont marqués par un conflit sur le budget 1996

ROME

de notre correspondant
Le gouvernement de Lamberto Dini entame sa dernière longueur, mais celle-ci a tout l'air d'une course d'obstacles. Désigné en janvier à la suite de la démission de Silvio Berlusconi, celui qui fut son ministre du trésor avant de lui succéder à la présidence du conseil s'est engagé à démissionner à la fin du mois de décembre, une fois la loi de finances pour 1996 adoptée. Or celle-ci — qui prévoit une réduction du déficit de 32 500 milliards de lire (104 milliards de francs) — était bloquée au Parlement par plusieurs milliers d'amendements, ce qui a conduit le gouvernement à poser la question de confiance sur deux « paquets » d'amendements portant sur la partie dépenses du budget et un troisième concernant les recettes.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel expédient est utilisé pour accélérer l'adoption d'un texte. M. Dini, qui ne possède pas de vraie majorité, a pris le risque de se retrouver désavoué. Risque payé de succès, car il a obtenu la confiance, vendredi 15 décembre à la Chambre des députés, lors des deux premiers scrutins, avec, respectivement, 34 et 13 voix de majorité. Le troisième vote doit avoir lieu lundi.

Cette faible marge (sur plus de 600 votants) montre bien l'acuité des batailles politiques actuelles. Silvio Berlusconi, le leader du Pôle de la liberté (centre droit et droite) avait en effet annoncé qu'il ferait

voter non. Quant aux communistes de Rifondazione comunista, leur hostilité à la loi de finances est connue depuis des mois. M. Dini se trouvait donc pris en tenaille : il n'a dû son salut qu'à l'absence de certains députés de la droite, qui ont ainsi permis aux forces de gauche qui appuient le président du conseil de l'emporter.

Cette absence providentielle pourrait bien avoir été orchestrée, permettant à M. Berlusconi de continuer à jouer les « faucons » de l'opposition sans pour autant faire tomber le gouvernement : certains, au sein du Pôle de droite, n'étaient pas prêts à assumer un échec de la loi de finances, obligeant à des expédients budgétaires provisoires, dans un climat de confusion catastrophique pour l'image du pays et la tenue de la lire.

SOLUTION « INTERIMAIRE »

Qu'en sera-t-il, lundi, du troisième vote de confiance ? Pour l'instant, Silvio Berlusconi annonce qu'il maintiendra son vote négatif, et son allié d'extrême droite, Gianfranco Fini, le chef d'Alliance nationale, parle même de « sanctions » contre les fameux absents du vote de vendredi. Pourtant, rien ne dit qu'une fois de plus un arrangement de dernière minute ne sera pas trouvé. Si toutefois Lamberto Dini n'obtenait pas la confiance, ce serait alors la crise, dont l'issue pourrait être la convocation d'élections législatives au plus tôt, c'est-à-dire en février,

pour respecter le délai de quarante-cinq jours prévu entre la dissolution des Chambres et les nouvelles élections.

Si, en revanche, M. Dini arrive à faire passer sa loi de finances, il devrait, comme prévu, se rendre au Quirinal pour signer au président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, qu'il a achevé son mandat. Ce dernier le renverra alors probablement devant le Parlement pour qu'il tente d'en obtenir un nouveau, même limité. Ce n'est en effet pas un secret que l'actuel président du Conseil « remplirait » sans se faire prier. Quant aux deux pôles — droite et gauche — qui tentent de se constituer dans la logique du nouveau système électoral italien — à dominante majoritaire et non plus proportionnelle —, aucun n'a pour l'instant de majorité affirmée : ils pourraient être contents de gagner du temps avec une nouvelle solution « interimaire » avant de s'affronter dans l'arène électorale.

Dans ce cas, certains seraient prêts à envisager un gouvernement « Dini bis » pour mettre en route les réformes indispensables à l'assainissement du climat politique avant d'aller aux élections, sans doute fin mai-début juin. Ce qui aurait pour avantage de permettre à l'Italie de faire bonne figure pendant la durée de son semestre de présidence européenne, qui ne serait ainsi pas perturbée par un changement de gouvernement.

Marie-Claude Decamps

Les autorités marocaines cherchent à désamorcer la violence islamiste

Cheikh Yassine a pu prêcher à la mosquée de Salé

RABAT

Sans doute surprise par l'ampleur des réactions suscitées par la levée de l'assignation à résidence du cheikh Abdessalam Yassine, chef de l'association islamique Al-Adl Wal Ihsan (Justice et Bienfaisance), le pouvoir a réagi, vendredi 15 décembre, moins de vingt-quatre heures après l'avoir enlevé, un cordon de policiers autour du domicile du « guide », à Salé, près de Rabat. S'il a ainsi pu empêcher d'éventuels débordements de la part des quelque deux mille intégristes accourus de toutes les contrées du pays, il n'est cependant pas revenu au *statu quo ante*, puisqu'il a autorisé l'auteur de *Dialogue avec messieurs les démocrates*, son dernier ouvrage, à se rendre à la mosquée et à y prêcher la bonne parole. Ce qu'il n'avait pu faire depuis six ans.

Abdassalam Yassine, qui s'est montré modéré dans son expression et a rappelé son opposition à la violence, a cependant critiqué avec vigueur la politique économique et sociale du gouvernement. « Nous ne sommes pas et nous ne serons jamais des intégristes », comme essaient de nous présenter nos adversaires à l'étranger », a-t-il déclaré.

ANNÉE « DÉCISIVE »

N'ayant jamais reconnu avoir imposé au cheikh une assignation à résidence, les autorités locales ne pouvaient pas affirmer l'avoir levée. Elles se sont contentées d'alléger le dispositif et agissent vraisemblablement en fonction du comportement du cheikh et de ses amis. Ce premier pas, qui pourrait donc être suivi de nouveaux allègements, devrait être

assez bien accueilli par l'opposition et les organisations des droits de l'homme, qui n'ont cessé de réclamer la levée des contraintes qui pesaient sur Abdessalam Yassine.

Si son entourage estimait que le pouvoir avait fait « marche arrière » et que le cheikh ne pouvait se contenter de « demi-mesures », la liberté étant indivisible, les milieux politiques et les cercles diplomatiques jugeaient que les autorités avaient fait un « geste significatif ». Cette mesure devrait aussi faciliter le dialogue entre le pouvoir et l'opposition, dialogue qui a repris récemment, après que Hassan II eut reçu les chefs des deux principales formations de l'opposition, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le parti de l'istiglal, et indiqué à ses hôtes que l'année 1996 serait « décisive ».

En laissant davantage de marge de manœuvre au cheikh, dont le charisme lui a valu, depuis de longues années, de rassembler de nombreux adeptes autour de sa personne, le pouvoir cherche peut-être aussi à éviter l'émergence de groupes islamistes radicaux favorables à la violence. Mais il s'agit là d'un pari non dénué de risques : « Cheikh Yassine est-il avant tout un penseur religieux ou, au contraire, un dangereux manipulateur ? », se demandait, il y a peu, la revue *Maroc Hebdo*.

Le comportement violent, ces dernières années, de certains étudiants disciples du cheikh dans les universités de Fès, d'Oujda et de Casablanca ne peut en tout cas qu'inciter le pouvoir à la prudence.

Mouria El Banna

Les gouvernements reconnaissent la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique

ROME

Réunis à Rome du 11 au 15 décembre, les experts de l'ONU ont accepté officiellement les conclusions du rapport scientifique qui décrit l'augmentation de l'effet de serre et ses conséquences. Hormis Greenpeace, adepte du toujours plus, les organisations non gouvernementales ont affiché leur satisfaction. « Cette fois, ça y est : tous les États admettent leur responsabilité dans le réchauffement climatique », s'est réjouie Marylyn Hedger, du WWF (Fonds mondial pour la nature).

Tant qu'il ne s'agit pas d'avis scientifiques consignés dans d'épais rapports, les décideurs politiques n'avaient rien à craindre. Mais le texte de synthèse (vingt pages) ratifié à Rome les engage tous. Ils sont désormais tenus de tenter de stabiliser, voire de réduire, l'effet de serre. Certes, le document de synthèse est

loin d'être un brûlot, car toutes les précautions ont été prises pour que le doute scientifique subsiste et que les catastrophes annoncées (désertification, montée du niveau de la mer, cyclones) demeurent des hypothèses de travail. Plusieurs délégations des pays pétroliers ont pesé de tout leur poids pour que les combustibles fossiles ne soient pas seuls épinglés mais qu'on tienne compte aussi du méthane de l'agriculture et des oxydes nitreux de la chimie. Ils ont même réussi à glisser, à plusieurs reprises, qu'un réchauffement aurait localement des effets bénéfiques.

Si le diagnostic est maintenant admis, les remèdes, eux, restent à déterminer par chaque pays. La synthèse du groupe intergouvernemental sur le changement climatique (GIEC) propose une panoplie où chaque pays industrialisé, en transition ou en développement, pourra choisir à sa guise. Il est suggéré dans l'ordre les économies d'énergie (« qui peuvent être réalisées à très peu de frais »), le recours au gaz naturel ou aux énergies renouvelables, y compris l'énergie nucléaire. La délégation française, conduite par Michel Petit, voulait à ce propos faire supprimer les restrictions sur le nucléaire formulées dans le rapport, mais cela lui a été refusé.

En dehors des mesures techniques, le document oiseau est ouvert à toute la gamme des leviers économiques ou administratifs : taxe sur l'énergie ou le carbone – que l'Union européenne soutient et que les États-Unis rejettent, malgré la présence temporaire à Rome de Robert Watson, le conseiller scientifique du président Clinton. Les Américains préfèrent les contrats entre administrations et les normes sont également prévues, mais sans illusion. « Il faut mieux une taxe, confie un des négociateurs français, Jean-Jacques Becker, car c'est la main invisible des instruments économiques et aussi le plus efficace car il frappe tout le monde. » Mais la facture sera quand même lourde : plusieurs points de PNB rien que pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre au niveau de 1990.

Roger Cans

Des scientifiques italiens sceptiques

« Les résultats scientifiques sont trop modestes pour justifier des décisions politiques », explique, sans ambages Giorgio Foccn, professeur de physique de l'atmosphère à l'université de Rome. Pour le directeur du département environnement de l'ENEA (Agence nationale de recherche), Francisco Mauro, il n'y a pas de doute sur le réchauffement. « Les papillons disparaissent, les termites remontent vers le nord, les signes abondent. » Mais « le phénomène remonte aux Romains ». Un hydrologue de l'université de Pérouse, Walter Dragoni, a fait ses comptes : en un siècle (1890-1980), la température moyenne à Pérouse est passée de 13° à 13,4°. En les précipitations de 950 mm par an à 830 mm. « Le réchauffement est indéniable, mais je ne suis pas sûr que la cause en soit l'homme. En 3 000 ans, le niveau des lacs de l'Italie centrale n'a cessé de monter et de descendre sans tendance claire. »

L'ex-FIS assouplit ses positions avant d'éventuelles négociations

Les ouvertures en direction du pouvoir algérien ont avivé les dissensions internes

Dans la perspective d'éventuelles négociations avec le pouvoir, les dirigeants de l'ex-Front islamique du salut (FIS) cherchent, aujourd'hui, à

faire preuve de pragmatisme et à se démarquer nettement des partisans d'une violence aveugle. Ce ton conciliant, qui n'interdit pas la fermeté

sur les principes, a attisé les rivalités internes, rivalités qui se réduisent souvent à des querelles de personnes.

L'EX-FRONT ISLAMIQUE DU

SALUT (FIS) cherche ses marques et tente de faire preuve de maturité politique pour apparaître comme un interlocuteur crédible dans d'éventuelles négociations avec le pouvoir. Bien plus, la rapidité exceptionnelle avec laquelle son instance exécutive à l'étranger a « dénoncé et condamné vigoureusement » l'attentat à la voiture piégée, qui a fait, mardi 12 décembre, 15 morts et une trentaine de blessés, à Alger, indique que les « politiques » du mouvement essaient de reprendre la place que les « militaires » – violences obligent –, leur avaient ravie sur le devant de la scène.

La nouvelle donne politique issue de l'élection présidentielle du 16 novembre aura du moins permis aux dirigeants islamistes, un moment désorientés, de « rebondir » en faisant preuve d'un pragmatisme dont beaucoup les croyaient incapables et d'infécher, tout en restant apparemment fermes sur l'essentiel, leur ligne de conduite vis-à-vis de la

« junte » qu'ils combattent depuis bientôt quatre ans. Le ton conciliant du parti dissous à l'égard du président Liamine Zerroual, ses appels répétés à l'ouverture de négociations avec le pouvoir « pour une salubrité politique globale et juste afin de ramener la sécurité et la paix civile et démasquer les criminels assaillis de sang », ses critiques à peine voilées contre les exactions « contraires à l'islam » du GIA, attestent, sinon un changement total de sa stratégie, du moins, provisoirement, la mise sous le boisseau de ses méthodes les plus radicales.

EXÉCUTIONS

Si ces « ouvertures » ont attisé les dissensions entre les différentes personnalités de l'ex-FIS, bien plus pour des raisons de préséance, un fragile consensus, selon des sources islamistes, se dégageait peu à peu entre les ténors du mouvement pour définir, en l'absence des deux « stars », Abassi Madani et Ali Benhadj, toujours emprisonnés,

une ligne politique cohérente, indispensable à toute négociation. Leur tâche n'est pas aisée tout comme celle de prendre position clairement contre la violence, donc de tenir en main les militants de leur Armée islamique du salut (AIS). Leur crédibilité dépend justement de leur capacité à faire avaliser aux maquisards de nécessaires concessions, voire un changement de tactique.

Rien n'est encore joué. Ahmed Bealcha, responsable de l'AIS pour la région Ouest, vient d'appeler à une « intensification des opérations du djihad » (guerre sainte) dans le pays. Selon le quotidien arabophone londonien *Al-Hayat*, cet « émir » a demandé aux Algériens qu'ils s'éloignent des « bâtiments officiels, des casernes de l'armée, de la police et des milices » pour éviter d'être victimes d'attaques. Volonté de maintenir deux fers au feu ou affirmation d'indépendance par rapport à la direction ? Les branches ouest et est de l'AIS ont pourtant fait, depuis longtemps, allégeance à l'ex-FIS, à la diffé-

rence des groupes du centre dont le radicalisme va de pair avec celui du GIA.

A preuve, cette difficulté à insister aux « militaires » quelque pragmatisme et à les faire rentrer dans le champ politique : Mohamed Sali et Abderrazak Redjam, deux transfuges du parti d'Abassi Madani, ont été assassinés, la semaine dernière, par le GIA. M. Sali, disciple de Cheikh Sahoun, djaz'ariste (islamiste nationaliste) convaincu, était responsable de la commission politique du GIA dont il avait assumé brièvement l'interim, à l'automne 1994, avant d'être évincé par Djamel Zitouni, alias Abou Abderrabmane Amine. Tout comme M. Redjam, il avait occupé d'importantes fonctions au sein de l'ex-FIS avant son ralliement. Selon certaines sources, les deux hommes auraient quelque peu inféché leurs positions et décidé d'annoncer une « trêve unilatérale totale » pour faciliter une solution négociée du conflit.

Ab Habib

LE CAS DE

ON A TOUS

UN PROCHE

GUI A

DÉJÀ DONNÉ.

MAIS IL NOUS MANQUE ENCORE 2,5 MILLIONS.

Merci d'avoir été si nombreux à répondre à notre appel. Pour financer la recherche en cancérologie, LA LIGUE devait réunir 10 millions de francs d'ici la fin 1995. Vous avez déjà donné 7,5 millions. Merci de poursuivre votre effort. Liguons-nous contre le cancer.

POUR VOS DONS, APPELEZ PAR TÉLÉPHONE LA LIGUE AU (16-1) 44 06 80 80 OU PAR MINTEL : 36 15 LALIG*

LA LIGUE récompensée pour la transparence de sa gestion financière : elle reçoit un Prix Cristal délivré par la Cie des Commissaires aux Comptes dans la catégorie Associations-Fondations.

BNP met à la disposition de La Ligue ses 2000 agences. A partir du 18 décembre, vous pouvez déposer vos dons à la BNP la plus proche.

LA LIGUE

LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER

ÉLECTIONS Les résultats définitifs des élections professionnelles chez les 92 000 policiers en tenue devaient être rendus publics samedi 16 décembre. Ce scrutin marque une forte progres-

sion de deux syndicats proches de l'extrême droite, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP) et le Front national pour la police, qui présentaient une liste pour la première

fois. ● LE FRONT national pour la police réunit environ 7,4 % des voix. La FPIP reste stable, avec 5,8 % des suffrages, mais obtient pour la première fois des sièges au sein des commis-

sions paritaires dans quatre régions (Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Picardie, Lorraine et Haute-Normandie). ● LA FÉDÉRATION autonome des syndicats de police (FASP), organisation de

gauche, enregistre un sévère recul. Majoritaire aux dernières élections il y a trois ans, avec 50,8 % des voix, elle ne réunit plus que 42,4 % de suffrages.

L'extrême droite réalise une percée au sein de la base policière

Deux syndicats, la FPIP et le Front national pour la police, ont totalisé près de 13 % des voix à l'occasion des élections professionnelles chez les policiers en tenue. La FASP, organisation de gauche, n'est plus majoritaire au sein de ce corps

LA PERCÉE de l'extrême droite aux élections professionnelles chez les 92 000 policiers du corps de maîtrise et d'application (gardiens de la paix, gradés, enquêteurs) et la perte d'influence de la Fédération autonome des syndicats de police - les dirigeants de la FASP majoritaire depuis sa création, sont traditionnellement proches de la gauche - sont les deux phénomènes marquants d'un scrutin dont le dépouillement était quasiment achevé samedi 16 décembre en fin de matinée.

Deux listes de l'extrême droite policière briguaient les suffrages : une organisation implantée depuis une dizaine d'années dans les services - la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, 5,27 % aux précédentes élections de décembre 1992) - et une organisation créée en novembre dernier - le Front national de la police (FNP), qui a présenté des statuts syndicaux mais qui apparaît indéniablement liée au parti de

Jean-Marie Le Pen. Selon les résultats presque définitifs du ministère de l'Intérieur, auxquels manquaient encore un millier de voix samedi en fin de matinée, la FPIP a obtenu 5,8 % des suffrages et le FNP 7,4 % des voix, en ce qui concerne les listes que ces deux organisations présentaient à l'échelle nationale. Parallèlement à ce scrutin national se tenaient, dans toutes les régions, des élections interdépartementales qui permettent à la FPIP pour la première fois, d'obtenir un représentant aux commissions paritaires locales dans quatre régions : Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA), Picardie, Haute-Normandie et Lorraine. En région PACA, la FPIP a obtenu 10,75 % des voix et le FNP 5,5 % des suffrages. D'implantation trop récente, le FNP n'a donc pas confirmé sa réussite nationale au plan régional.

L'autre phénomène saillant de ces élections professionnelles, qui enregistrent un taux de participation de 75,5 %, est la baisse des suf-

frages recueillis par la FASP, dont la position majoritaire dans la police en tenue était solidement établie depuis deux décennies. La FASP n'a recueilli que 40,4 % des voix, passant nettement sous la barre majoritaire au dessus de laquelle elle s'était maintenue de justesse (50,8 % des voix) aux précédentes élections de 1992. Les résultats régionaux ne sont pas encore tous connus, mais il apparaît déjà que le Syndicat général de la police (SGP, membre de la FASP), traditionnel fer de lance du syndicalisme policier dans la capitale, a, lui aussi, brutalement chuté (38 %).

UN NOUVEAU VENU

Devenant la principale organisation représentant la base policière, la FASP conserve cependant quatre des six sièges à la commission administrative paritaire (CAP) nationale. La seconde organisation représentative de la base policière est désormais un nouveau venu, le syndicat Alliance (23,4 % des suf-

frages), qui emporte deux sièges à la CAP. Le scrutin s'est, il est vrai, tenu dans un paysage syndical profondément remanié sous l'influence de la réforme des corps et carrières qui s'applique depuis le 1^{er} septembre dans l'ensemble de la police nationale. Fusionnant la police « en tenue » (les gardiens de la paix et les gradés en uniforme) et la police « en civil » (les enquêteurs et inspecteurs), cette réforme a créé un corps dit de maîtrise et d'application qui regroupe désormais les gardiens de la paix, les enquêteurs et les gradés.

La réforme des corps a notamment entraîné des recompositions syndicales, avec l'apparition de nouvelles organisations briguant les suffrages d'élus policiers jusqu'alors distincts. A l'instar d'Alliance, qui regroupe d'anciens membres de l'ex-Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, naguère membre de l'Union des syndicats catégoriels-USC) ayant fusionné avec l'ancien Syndicat na-

tional des enquêteurs (SNE, jusqu'alors affilié à la fédération nationale autonome de la police-FNAP). Des policiers jusqu'à présent affiliés au SIPN à l'intérieur de l'USC, les gradés du SGP, ont obtenu 8,9 % des voix au dernier scrutin où ils se présentaient sous l'étiquette Catégoriels-Police. Neuf autres organisations se sont partagées les suffrages restants à ces élections qui permettent aux policiers d'élire leurs représentants - au niveau national et dans chaque région - aux commissions administratives paritaires chargées des dossiers intéressant les mutations, les avancements, les notations et la discipline.

De rares incidents ont troublé les scrutins, notamment en Haute-Normandie où des tracts du Front national avaient été distribués à l'entrée de certains bureaux de vote avant que l'administration n'y mette bon ordre. Avec un total de 13 % des voix policières obtenues, si l'on cumule les suffrages du FNP et de la FPIP, l'extrême droite

représente désormais une force non marginale dans les rangs policiers. Le scrutin, qui s'est déroulé à l'urne et dans le secret des isolements, signale ainsi un débordement de la grogne d'une partie des troupes policières vers des syndicats qui ne cachent pas leurs convictions extrémistes (Le Monde daté du 10-11 décembre). Utilisant le sigle « FN » barré d'un cartouche « Police », le FNP affiche sans ambiguïté dans la mouvance du parti de Jean-Marie Le Pen. Sa liste nationale était ainsi dirigée par un dissident de la FPIP, Jean-Paul Laurendeau, élu conseiller municipal sur une liste du Front national aux dernières élections municipales. Représentant dans ses tracts la phraséologie du parti, le FNP affirmait qu'il « ne se laissera pas balaier » et « dira tout haut ce que les policiers pensent tout bas ». L'hebdomadaire Minute ne s'y était pas trompé, qualifiant le FNP d'« ouvertement léniniste ».

Erich Ichniyan

Pas de bouleversement dans l'encadrement

Les élections concernant les niveaux intermédiaires et supérieurs de la hiérarchie policière ont confirmé la prédominance des organisations traditionnellement majoritaires. Dans le corps de commandement et encadrement (17 000 commandants, officiers et inspecteurs), le scrutin a conforté les positions du Syndicat national des officiers de police (SNOP : nouvelle appellation du SNAPC des inspecteurs, désormais allié à des officiers) : obtenant 61,75 % des voix, le SNOP a emporté cinq des six sièges à pourvoir. La liste d'extrême droite FPIP n'a obtenu qu'un score marginal (3,3 % des voix) dans ce corps. Du côté des commissaires, dont les élections se sont aussi tenues dans la semaine écoulée, le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN) a également confirmé sa prédominance (83,5 % des suffrages) dans ce corps où aucune liste d'extrême droite ne se présentait aux élections.

Les déboires d'Albert-Jacques Melki, marchand d'art ruiné, devant le tribunal

VENDREDI 15 DÉCEMBRE, devant la 13^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, a comparu Albert-Jacques Melki, cinquante et un ans, dont la galerie, au 55 de la rue de Seine, avait été mise en liquidation judiciaire en septembre 1993. Détenu à la prison de la Santé depuis le 21 décembre



PROCES

1994, après être rentré du Mexique où il s'était enfui (Le Monde du 2 janvier), il doit être jugé pour abus de confiance et escroquerie. Teint blafard et voix basse, ce spécialiste du postcubisme, de Dubuffet et de Poliakoff a tenté de s'expliquer sur des faits remontant jusqu'à l'été 1991. Le passif de la Segame, la société anonyme de sa galerie, est de 343 millions de francs, dont 160 millions au seul préjudice des banques. M. Melki est accusé d'avoir fraudé, masqué la déconfiture de sa galerie. A-t-il bénéficié de complicités bancaires ? A-t-il été complice d'escroquerie

envers le Trésor public qui s'est portée partie civile ? Une troisième affaire le vise, pour banqueroute, dont l'instruction est toujours en cours.

Une semaine auparavant, vendredi 8, lors d'une première journée d'audience, la 13^e chambre avait examiné, sous l'autorité de son président Dominique Coujard, la plainte déposée par la Banque générale du commerce (BGC), principal banquier de M. Melki et de la Segame dans les derniers mois de fonctionnement de la galerie.

La BGC, filiale à 99,50 % de la Banco di Roma, reprochait au galeriste d'avoir, grâce à des « manœuvres frauduleuses », obtenu la disposition de fonds à hauteur de 33 millions de francs et 2,5 millions de dollars. La BGC s'était également retournée contre son ancien directeur général, Jean-Pierre Rein, qu'elle estimait complice de cette « escroquerie ». Vendredi 8 décembre, les deux ex-amis se sont violemment opposés sur leur version de l'affaire.

Il a fallu revenir à 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, quand

la galerie Melki, mondialement connue, vit ses ventes chuter de 80 %. Ce n'est alors pas le premier revers essuyé par Albert-Jacques Melki. Déjà en 1976, il avait dû, « à forte de ténacité », redresser sa situation devenue désastreuse, explique-t-il. Vicissitudes ordinaires d'un marché de l'art hautement spéculatif. Alors, pourquoi ne pas espérer rebondir avec autant de succès quand, « le 25 juin 1991, l'ancien inspecteur du Trésor public, où le principal prévenu est un ancien inspecteur du Trésor, Ary Edouard. Selon l'accusation, A.-J. Melki aurait bénéficié d'une autorisation de découvert, grâce à la diligence d'Ary Edouard. Or l'insinuation n'a, selon la règle, pas le droit d'ouvrir un crédit. L'ancien inspecteur est poursuivi pour « abus de confiance », et A.-J. Melki pour complicité. Ary Edouard est également prévenu d'« escroquerie » pour avoir donné son « aval » pour appuyer des traites qui, de plus, n'ont pu être honorées. Or la

procédure de l'aval n'existe pas au Trésor. L'inspecteur ne nie aucun des actes qui lui sont reprochés. A.-J. Melki aux abois « m'a demandé de l'aider. Je lui ai proposé l'annulation de ces traites », dit-il. « J'étais sûr que sa situation allait s'arranger. » A l'évidence, Ary Edouard a été impressionné par la surface et le savoir-faire de son interlocuteur. Pourquoi n'a-t-il pas prévenu sa hiérarchie dès le début des ennuis ? « Par orgueil, mensure le Président. Je me trompais, pour la première fois. »

Contre Ary Edouard, le substitut Colette Perrin a requis un an de prison ferme et 400 000 francs d'amende. De même contre Jean-Pierre Rein. Et contre Albert-Jacques Melki, trois ans de prison ferme, 400 000 francs d'amende et l'interdiction de droits civiques. Le jugement a été mis en délibéré.

Danielle Rouard

L'UNEF-ID propose à l'UNEF de faire « maison commune »

LE MOT DE « RÉUNIFICATION » entre l'UNEF, syndicat étudiant proche des communistes, et l'UNEF-ID, proche des socialistes, a été prononcé, vendredi 15 décembre, au 77^e congrès de l'UNEF « Construisons dans les mois et les années qui viennent notre maison commune », a proposé Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, aux militants de l'UNEF, qui lui ont réservé un accueil mitigé. « Quand on parle de la grande UNEF, de la réunification - que je ne conçois pas comme une simple addition de l'UNEF et de l'UNEF-ID - ce que l'on cherche d'abord c'est le renforcement et le développement du syndicalisme étudiant », a ajouté Pouria Amirshahi, comme en écho à l'offre d'ouverture faite la veille par la présidente de l'UNEF, Marie-Pierre Vieu (Le Monde du 15 décembre).

■ IMMIGRATION : soixante-quatre personnes en situation irrégulière ont été reconduites vers le Mali et le Sénégal, vendredi 15 décembre à 17 h 20, à bord d'un Airbus A320 de la compagnie Air Charter affrété par le ministère de l'Intérieur. Quarante-cinq Maliens et dix-neuf Sénégalais étaient à bord, pour la onzième « reconduite groupée » depuis juillet.

■ AFFAIRES : Alain Boublil, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy au ministère des Finances, et l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, tous deux condamnés à un an de prison ferme dans le cadre de l'affaire Pechiney, bénéficieront, à compter du 22 décembre, d'un régime de semi-liberté. Le juge d'application des peines a signé cette mesure jeudi 14 décembre.

Le directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes devrait être sanctionné

LA COMMISSION PARITAIRE administrative nationale des hôpitaux a entendu, jeudi 14 décembre, Xavier Dousseau, le directeur adjoint de l'hôpital de Valenciennes qui avait participé à un commando anti-avortement le 16 octobre dans son propre établissement. Ce conseil de discipline a proposé sa révocation, selon l'avocat de M. Dousseau. Cet avis doit être soumis au secrétaire d'Etat chargé de la santé et de la sécurité sociale, Hervé Gaymard, qui devrait prendre un arrêté prochainement. Devant le tribunal correctionnel de Valenciennes, le 20 octobre, le procureur avait requis contre M. Dousseau une peine de trois ans d'interdiction d'exercice d'une fonction administrative dans un centre hospitalier et huit mois de prison avec sursis pour les neuf autres prévenus. Le jugement sera rendu le 15 janvier.

lundi 18 décembre à 23 h 10, sur FRANCE 2

Contre l'oubli

Un film de William Karel
Scénario : William Karel, Jean-Charles Deniau et Philippe Allonzi
Prix du Documentaire International Emmy Award 1995
Prix Europa 1995

TAXI PRODUCTIONS SARL

France 2

Handwritten note at the top of the page.

HORIZONS

ENQUÊTE

De droite ou de gauche, élus des villes, des banlieues ou des circonscriptions rurales, tous avaient dressé le constat de morosité et d'angoisse de l'opinion. Mais peu s'attendaient à un conflit social de cette ampleur. Ils cherchent à en comprendre la nature et à en analyser les conséquences

LES « gens », c'est leur boulot. Et il y a de tout, chez les « gens ». Des grévistes et des non-grévistes, des cheminots et des usagers de la SNCF, des petits patrons et des fonctionnaires, des profs et des étudiants, des retraités et des chômeurs. S'ils sont là, c'est grâce à eux, et surtout pour eux. Ils les rencontrent chaque semaine dans leur circonscription, les écoutent longuement. Quand les « gens » ne sont pas contents, eux, ils ne sont pas tranquilles. Car à échéance régulière les « gens » s'appellent des électeurs. Leurs électeurs.

Depuis le début du mouvement social, les députés cherchent à comprendre. Ils les connaissent pourtant bien, les « gens », avec

secrètement par le premier ministre, Jean-Louis Barlaam (RI) avait, une fois de plus, fait office de tribune de la majorité, en déclarant dans les couloirs : « Ils sont complètement hors du temps. Ça se terminera dans la rue, par un coup de pied au cul. » Les craintes exprimées crûment ce soir-là par le député du Nord et maire de Valenciennes étaient cependant partagées sur bien des bancs de l'hémicycle. Michel Hannoun (RPR) est l'élue d'une circonscription populaire de l'Isère. Comme son collègue socialiste du Pas-de-Calais, Serge Janguin, il appréhendait depuis plusieurs semaines un vrai « coup de grisou » social. « Je sentais dans mes permanences des tensions de plus en plus fortes depuis quelque temps et notre impossibilité d'apporter des solutions, même provisoires », raconte le maire de Bruay-la-Buissière.



qui laisse croire qu'il y aurait 55 millions d'irresponsables et deux responsables, un à Matignon, et l'autre à Bercy », affirme Jean-Louis Barlaam. Comme lui, Didier Mathus, député (PS) de Saône-et-Loire, constate la « mise en cause très forte de la parole des dominants, selon laquelle il n'y aurait pas d'autre choix, pas d'autre politique ». « Il y a dans cette révolte quelque chose de jubilatoire, à voir ce défi du peuple au docteur message des experts », ajoute-t-il.

LES députés n'étudient pas la question de leur responsabilité face à l'incompréhension de l'opinion. « On doit avoir le courage de prendre des mesures impopulaires, mais l'important est de montrer aux gens qu'on veut les mener », souligne Bernard Murat. « Les hommes politiques ne sont pas capables de montrer la voie, déplore François Cornut-Gentille, élu (RPR) de la Haute-Marne. Le vocabulaire que nous utilisons est complètement passif : on ne parle que d'adaptation à tel ou tel critère budgétaire ou financier. Comme si nous ne pouvions que suivre et subir. Il est indispensable de redonner des perspectives. » En écho, Éric Duboc déclare : « Nous avons oublié d'être, aussi, des militants de l'espoir. »

Inquiet de la défiance grandissante à l'égard de l'Europe, Pierre Albertini estime que les dirigeants politiques doivent se livrer à un

Paroles de députés



de la Loire : « On rejette des mythes, on ne raisonne plus. Tout le monde est bien conscient de la nécessité de réformer, mais la précarité, l'angoisse que connaît chaque famille, l'ont emporté sur le raison. » Dans ses villes et villages du Loiret, Jean-Paul Charlé (RPR) a été souvent apostrophé : « Pourquoi aujourd'hui ? Pourquoi tout en même temps ? »

INTERLOCUTEURS de tous, ils ont aussi écouté la grogne des non-grévistes, les protestations des chefs d'entreprise ou des salariés du secteur privé. Mais ils sont surtout frappés par la « compréhension », voire l'adhésion partielle de la population à la protestation sociale. « C'est une grève par délégation, un peu comme si le secteur public avait pris en charge les soucis de tout le monde », observe Jean-Pierre Balligand (PS). « Beaucoup de Français se sont reconnus dans le mouvement », ajoute Bernard Murat (RPR), derrière les slogans, chacun retrouvait un peu de ses craintes. « Cette grève a été validée par l'opinion publique », souligne Jean-Pierre Philibert.

A l'Assemblée nationale, les députés sont des responsables politiques, membres de la majorité ou de l'opposition, qui votent la confiance ou censurent le gouvernement. Mais, de retour dans leur circonscription, le manichéisme ne convient guère. « Je suis de plus en plus schizophrène dans ma fonction de député entre l'Assemblée et mon terrain », constate Serge Janguin. « Je suis un député citoyen, tout à fait solidaire du gouvernement, mais ce n'est pas facile d'être

de la majorité », soupire Bernard Murat.

Elu des Yvelines, Pierre Cardo (UDF) voit dans l'ampleur de la protestation sociale « le contre-coup de la campagne présidentielle. On a fait naître un espoir, on a affirmé aux Français qu'on allait lutter contre la fracture sociale et on ne fait pas ce qu'on a promis. » Ce mouvement n'est que le résultat de longues années d'efforts des Français. Ils n'ont plus envie de faire ce que les technocrates leur demandent. Il y a eu trop de choses en même temps. La rue a exprimé sa lassitude », note Nicolas Faurissier. « Depuis vingt ans, on nous annonce la sortie du tunnel et on n'en sort toujours pas, relève Pierre Albertini. Vingt ans, c'est presque une génération. »

minique Bussereau, député (UDF) de la Charente-Maritime. « Il faut accepter l'idée que tout le monde ne comprend pas aussi vite que l'élite, ni forcément la même chose », selon Michel Hannoun, qui ajoute : « On parle du futur à des gens qui ne savent pas ce qui va se passer pour eux dans six mois. » Evoquant la défense des acquis sociaux, Jean-Pierre Philibert rappelle qu'en France « ces acquis ont toujours été le résultat de luttes. Ils ont été arrachés. Les défendre aujourd'hui, c'est aussi protéger quelque chose pour lesquelles les générations précédentes se sont battues. »

Patrick Devedjian (RPR) voit dans ce mouvement « une espèce de révolte libertaire contre l'Etat qui ne tient pas sa parole et qui ne né-

« véritable agglomération » de leur discours. « L'Europe est vue comme un obstacle, une entrave, parce que nous avons confondu les moyens et la fin. On ne parle que de moimale unique et de lutte contre les déficits, on montre la France du doigt et on finit par la faire douter d'elle-même. Le rôle des politiques, c'est de redonner une finalité à la construction communautaire, pour une Europe sociale et culturelle. »

De ce mouvement social, les députés affirment retenir la leçon. « Il peut en sortir quelque chose de positif, si on réhabilite le dialogue et le contrat social », souligne Jean-Luc Reitzer. « Ce mouvement témoigne d'une appropriation collective d'un débat de société, qui marque peut-être la fin d'une grande période d'individualisme », observe de son côté Jean-Pierre Philibert en espérant que « les protestataires vont se transformer en acteurs, dans le tissu associatif, politique, syndical ».

Cette « appropriation collective » comporte toutefois un « risque politique », relève le député de la Loire : « Celui d'une perpétuelle mise en cause des dirigeants. Il n'y a plus de légitimité à cinq ou sept ans. On est peut-être en train d'installer doucement dans notre pays l'idée du référendum populaire. » Patrick Devedjian exprime lui aussi quelques craintes. « Le vase a été cassé. On va le recoller. Mais on verra les traces de cette « vraie fragilisation du pouvoir. » A cette « fragilisation », ils entendent résister. « C'est un défi collectif qui nous est lancé », souligne Pierre Albertini. Parole de « députéiste ».

Pascal Robert-Diard

« Le plan Juppé, ils ne le connaissaient pas, mais ils exprimaient autre chose, un mal-être. Combien de fois m'a-t-on dit : "Et mes enfants, que vont-ils devenir ?" »

Éric Duboc résume le terme de « protestation ». Dans la secousse sociale, il veut d'abord voir une « expression ». « Comme si les gens nous disaient : "On est là, on existe, et personne ne nous entend". » « Le plus inquiétant, poursuit-il, ce serait le silence. Cette révolte est une sorte de thérapie saine. C'est comme ça que le gouvernement doit la comprendre. » Michel Hannoun partage son analyse : « Les gens sont sous pression. Ils ont besoin de s'exprimer, de sortir de leur solitude, ils sont en quête de reconnaissance. Il y a, dans les manifestations, une forme d'expression collective, de communion, que l'on ne retrouve pas ailleurs. Elles sont aussi une fête, elles ont donné une bouffée d'oxygène au pays. »

La méthode employée par le premier ministre suscite de nom-

gocie pas ; contre un système qui n'assure plus la promotion sociale. Cette génération voit, pour la première fois, que ses enfants ne progresseront pas par rapport à elle. » C'est toute la pertinence du message politique qui est remise en question. « Nous vivons une fin de règne, une fin de régime. Ce n'est pas Juppé qui est en cause. Il n'y a plus de légitimité venue d'en haut. Le message qu'on nous envoie, c'est : "On ne vous croit plus du tout." » « Il faut casser ce système

breuses critiques, même dans les rangs de la majorité. « Même dans une entreprise aujourd'hui, on ne dirige pas à coups de circulaires et de directives. Un bon manager est quelqu'un qui explique à tous les niveaux de la hiérarchie, qui consacre plus de temps avec les ouvriers qu'avec les cadres. C'est pareil pour la France », observe Jean-Paul Charlé. « Le pouvoir vit trop dans l'urgence, il faut savoir perdre son temps », affirme de son côté, Do-



Un malentendu historique

par Olivier Mongin

LE long mouvement de grève a eu comme particularité historique de viser « le cœur même de l'Etat français ». Il a affecté particulièrement la capitale et les Franciliens. Il s'est adressé aux responsables d'un appareil d'Etat dont l'impuissance à ouvrir un dialogue est manifeste. Il a été porté sociologiquement par les travailleurs de la fonction publique, des cheminots aux enseignants. Cette caractéristique, la plus frappante, invite à prendre en considération le caractère historique de la crise que le pays traverse.

Mais faut-il en rester à l'interprétation d'un bras de fer entre la main gauche et la main droite de l'Etat, entre les petits et les hauts fonctionnaires, entre ceux qui se sentent méprisés, déçus de leurs avantages, trompés sur leur avenir et ceux qui dirigent l'Etat en faisant passer, en force ou en douceur, des décisions dont ils ne se sentent même pas responsables, puisqu'elles sont imposées de l'extérieur, sous l'effet de la contrainte ?

Cette interprétation revêt une part de vérité puisque le divorce entre dirigeants et dirigés débouche visiblement sur la fonction publique et participe d'un malaise général. Que le sentiment d'une victimisation générale se soit répandu comme une traînée de poudre, et que l'opposition de l'élite et du peuple, des experts et des « gens de peu » (Pierre Sansot) soit désormais la principale grille de lecture de ce qui se passe dans le pays en est le meilleur témoignage.

Pourtant, cette perception du malaise français dans les seuls termes d'un clivage entre les élites et le peuple, tant décrié quand il servait la rhétorique du FN ou la sociologie de Paul Yonnet, suscite des interrogations. A force d'opposer une minorité de décideurs à une majorité de plaignants, on fait son deuil du rôle de la politique. On oublie qu'elle ne se résume pas au seul pôle du pouvoir et vise à faire tenir ensemble une communauté de citoyens. La fracture actuelle, loin d'opposer la droite et la gauche, traduit le désarroi d'un pays qui ne sait plus reconnaître ses conflits, percevoir ce qui le divise.

En outre, le clivage des petits et des élites recouvre un malentendu profond qui est à l'origine de la crise actuelle. Plantée comme un poignard au cœur du service public et de l'Etat, la grève a été portée par des travailleurs qui sont les derniers représentants d'une société salariale en voie de lente décomposition. Bénéficiant d'un emploi assuré jusqu'à la retraite et d'un statut, le salarié de la fonction publique est le symbole d'un monde où le « contrat républicain », celui dont on parle ces jours-ci à l'Assemblée, était fondé sur le respect et la protection de la condition salariale.

L'écho rencontré par la grève, le fait que les travailleurs du privé ne se soient pas retournés contre les fonctionnaires, traduit le sentiment partagé par beaucoup que la crise de la société salariale menace dangereusement le contrat républicain et pèse sur la solidarité sociale. Le climat de victimisation actuelle a d'abord une signification politique : il accompagne l'épuisement d'un contrat républicain jusqu'alors indissociable de la condition salariale. D'où les inquiétudes concernant le maintien d'une protection sociale digne de ce nom, dont les prises de position de la CFDT sur la réforme de l'assurance-maladie ont été la manifestation insuffisamment comprise.

Exclusion, précarité, montée des inégalités : c'est dans ce climat général d'inquiétude, de peur et de victimisation que la grève s'est installée dans la fonction publique. D'où le malentendu historique, le fossé qui s'est creusé entre les grévistes et le gouvernement, mais aussi le refus de toute réforme de la sécurité sociale alors que la reformulation du contrat républicain est le nerf de cette « grève par substitution ». A ceux qui refusent l'idée d'un régime général de l'assurance-maladie et l'extension de son assiette pour ne pas dissocier protection et travail, font écho ceux qui veulent répondre à la précarisation crois-

sante et pensent qu'une réforme de la Sécurité sociale est inéluctable pour la « sauver ».

Où bien on attend du gouvernement une politique de relance et l'on continue à croire, à gauche comme à droite, que le retour au plein emploi est possible ou que le partage du travail sera la panacée. Ou bien on prend acte de la crise de la condition salariale, et l'on jette les bases d'un nouveau contrat social alors que l'idée d'un « juste retour » (je cite classiquement pour répondre à des accidents qui peuvent « également » arriver aux autres) de l'effort de solidarité est mise à mal par le chômage de longue durée.

C'est bien d'une réponse politique que nous avons besoin si nous voulons surmonter le fossé entre l'Etat et le pays

A l'heure où précarité et exclusion engendrent un « nouvel état de nature » dans les démocraties capitalistes, il faut redire haut et fort que l'avenir de la protection sociale n'est pas une simple affaire d'argent et de rendement des caisses : elle n'est pas séparable de la citoyenneté et elle a pour ambition de fonder la communauté nationale sur la solidarité et non pas sur une identité culturelle ou ethnique.

Le plan Juppé n'est pas sans défauts. Le débat sur la justice sociale et la fiscalité n'a même pas été abordé (faut-il privilégier un régime proportionnel ou un régime progressif ?). Il n'empêche qu'il faut se battre sur le maintien d'une structure, d'une institution qui protège le statut du citoyen, quand son démantèlement est programmé par des assureurs privés qui se frottent les mains de sa gestion délirante. Pourquoi la gauche ne s'est-elle pas emparée de manière critique d'une réforme qui lui permettrait de recourir avec ses convictions et de sortir de l'attitude d'anti-gestion qui la met à la remorque d'un mouvement social auquel personne ne répond ?

Et pourtant, c'est bien d'une réponse politique que nous avons besoin si nous voulons surmonter le fossé entre l'Etat et le pays. D'une réponse qui coïncide avant tout le rôle et la mission de l'Etat quand la volonté générale emprunte le langage de la victime et non plus celui de la citoyenneté.

Inutile d'insister lourdement : alors que le projet de réforme a été bien accueilli, le gouvernement a tout fait pour le faire capoter. Incapable d'en faire comprendre la signification et multipliant les mesures et annonces maladroites qui ont mis le feu aux poudres, tout fait pour que la grève débouche sur un mouvement antifiscal. Alors que la réforme de la protection sociale a pour ambition de résister à la dérive du capitalisme et qu'elle doit demeurer à l'heure européenne l'affaire des Etats nationaux, le déficit pédagogique a été tel que tout le monde a compris le contraire de ce qui était inscrit dans le plan. Lutter contre la réforme, c'est éviter la dure loi de Maastricht, refuser le dépassement du cadre national : voilà ce que l'on croit à tort quand les représentants de la nation, à gauche et à droite, sont incapables de faire passer le message d'une réforme.

Voilà l'origine du malentendu : l'incapacité de traduire ce glissement dans un autre langage que celui des impératifs économiques (critères de convergence, réduction des déficits publics...). Le clivage entre le peuple et ses élites se nourrit de l'incapacité à traduire politiquement une réforme inéluctable de la solidarité et à éclairer une opinion débousoyée.

Cummett on ne comprend pas des fonctionnaires que les élites dirigeantes exhortent depuis des années à se moderniser, depuis

qu'ils ont balancé le bébé avec l'eau du bain : l'idéal du service public inscrit dans la tradition française a disparu avec la modernisation de la fonction publique. Au sein de l'appareil d'Etat, on ne parle que de contraintes, de modernisation ; on ne parle plus de service public car les critères d'un « pouvoir anonyme » sont uniquement ceux du marché. Comme les grévistes pourraient-ils eux-mêmes, dans un tel contexte, réinventer un idéal du service public ? La crise est bien au cœur de l'Etat, elle affecte la représentation d'un Etat qui a plus conscience de sa mission et de son rôle alors que l'attitude envers lui n'a jamais été aussi forte.

Le malentendu entre les élites et les victimes, entre les travailleurs du privé et ceux du public, risque bien d'être historique, voire irréversible, si des éducateurs politiques et des éclairés de l'opinion ne se font pas entendre. Nous sommes en train de changer d'ère. Il serait temps de s'en rendre compte pour imaginer une troisième voie « républicaine et socialiste » entre le scénario de Maastricht et la République qui se meurt.

Olivier Mongin est directeur de la revue « Esprit ».

Faire confiance au peuple

par Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Anicet Le Pors et Didier Motchane

LES grévistes ont réveillé les vertus civiques de la France, l'attachement des Français à la République, au service public, leur refus du mépris, de l'injustice et de l'hyppocrisie. Mais au moment où un président de la République fraîchement élu bafoue l'espoir qu'il avait suscité jusque chez ceux qui n'avaient pas voté pour lui, alors même que le plus important parti de la gauche, spéculant sur une amoralité collective pour perpétuer la sienne, demeure incapable de proposer une alternative politique qu'il refuse de concevoir, les Français n'aperçoivent pas d'issue politique à la crise.

Ils savent ce qu'ils veulent : changer une politique dont les conséquences sont ressenties désormais comme insupportables. Mais alors que de presque toute part, à gauche comme à droite, ils entendent partisans ou prétendus adversaires de la pensée unique se rallier d'un seul élan - ou par défaut à une politique unique -, ils ne voient guère le moyen d'en sortir.

Cette sortie existe. Une autre politique est possible. A la condition de s'appuyer sur la confiance du peuple avant de rechercher la confiance des marchés (qui ne l'accorderont jamais d'ailleurs que par-dessus le marché). A la condition de cesser d'utiliser l'Europe comme

l'alibi d'un choix social mortel pour les valeurs de la République, la cohésion de la France et celle de l'Europe elle-même.

Il faut délivrer l'Europe de l'esprit de Maastricht

A la condition de cesser d'évoquer l'Europe pour substituer le despotisme éclairé des financiers, des juges, et des technocrates au débat des citoyens. A la condition de cesser, au nom de la lutte contre une inflation depuis longtemps disparue, de dénier à la dépense publique les moyens d'assurer la solidarité et la cohésion de notre société. A la condition de cesser de prétendre sauver l'avenir de l'Europe par la régression sociale, l'argent cher, l'emploi rare et la baisse des salaires.

Maastricht appartient au passé, mais il faut délivrer l'Europe de l'esprit de Maastricht, du radotage sur la monnaie unique, et donc des politiques perpétuées en son nom. Les grévistes ont parfaitement compris qu'il est absurde de prétendre juger le plan Juppé sur le mérite de telle ou telle de ses dispositions. Loin de se cantonner à la défense de situa-

tions particulières, ils ont parfaitement compris que l'écueil de la crise actuelle, c'est le sens retrouvé de la politique. On aurait pu croire que quelques-uns, à droite, l'auraient compris. Il serait surtout temps que la gauche, dont c'est la raison d'être, s'en aperçoive.

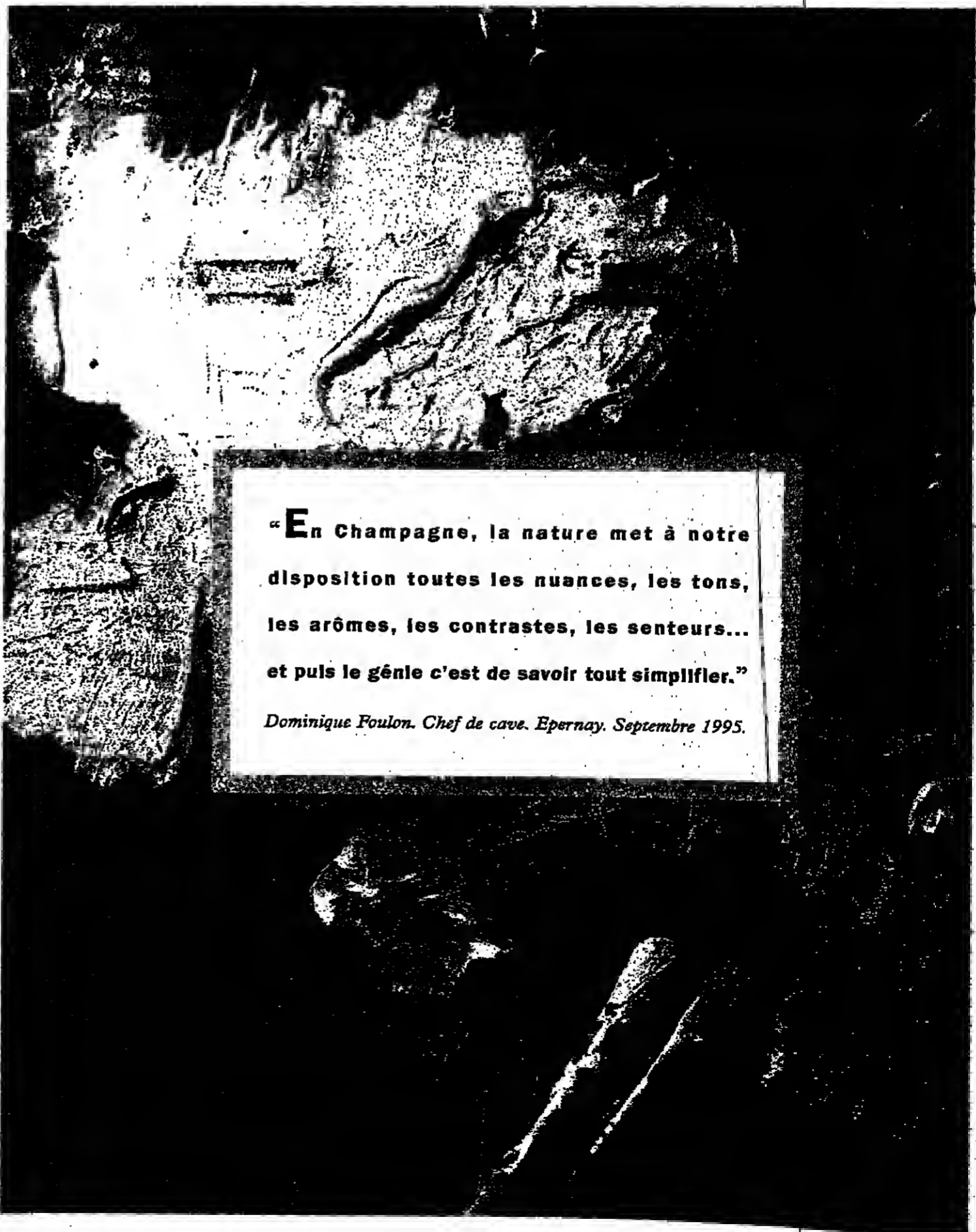
Changement de gouvernement, référendum, élections législatives anticipées : il n'est pas question de délégitimer l'Etat et les syndicats, mais sans une prise de conscience préalable dont ce mouvement social est l'ailleurs l'annonce, les institutions de la République continueront de fonctionner à l'aveugle. Nous nous engageons, pour notre part, à contribuer, avec tous ceux qui partagent cette analyse, à promouvoir ce changement nécessaire.

Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, est député (République et Liberté) du territoire de Belfort.

Max Gallo est écrivain.

Anicet Le Pors, ancien ministre, démissionnaire du PCF, est conseiller d'Etat.

Didier Motchane est secrétaire national du Mouvement des citoyens.



« En Champagne, la nature met à notre disposition toutes les nuances, les tons, les arômes, les contrastes, les senteurs... et puis le génie c'est de savoir tout simplifier. »

Dominique Foulon. Chef de cave. Epernay. Septembre 1995.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ

1550

Les lendemains qui chantent par Gérard Prévost

LES divers gouvernements socialistes ne furent pas avares de fortes paroles déposées sur l'autel de la « modernisation ». Elle a constitué la clé de leurs discours et des politiques qu'elle inspirait. Jouée sur tous les tons, la partition a fait entendre peu de fausses notes, jusqu'à son apothéose maastrichtienne consacrant une dizaine d'années de petits pas néo-libéraux. Les forces sociales et politiques désarmées se sont abstenues. Les interrogations et critiques s'exprimèrent plus tard, mais en se dissolvant dans l'agonie du mitterrandisme. Des rancœurs accumulées et des espoirs perdus se sont reportés positivement sur le candidat Chirac. Jusqu'à ce que les nouvelles instances de gouvernement, politiques et experts confondus, trouvent à leur tour le leitmotiv discursif sur lequel articuler actes et conduites politiques : la « réforme ». Doit-on s'étonner que les Français n'y voient qu'une nouvelle stratégie d'occultation des effets réels impliqués par les décisions prises en leur nom ?

L'effet de la modernisation sur l'appareil productif est connu. Sa conséquence sur la structure sociale l'est moins. Une multitude de travaux : audits, évaluations... l'ont prise pour objet. Mais la plupart de ces travaux, s'ils ont fait vivre les entreprises de conseil, les instituts de sondage, les enseignants-chercheurs et quelques laboratoires du CNRS, n'ont pas apporté de résultats décisifs quant aux solutions à donner aux grands problèmes actuels. Nourries par des commandes d'État, beaucoup de ces études « scientifiques » souffrent d'une sorte de péché de soumission aux objectifs du commanditaire. La recherche « objective et scientifique » s'est diluée dans la pratique d'une sociologie dominante annulant toute perception de la société autre qu'auto-justificatrice, sans imagination, confortant l'ordre de la toute-puissance des marchés financiers.

Les sciences sociales déconcerteront par l'irruption des catégories sociales salariées s'en remettant au seul principe causal de la méthode, à une question de procédure « mal gérée ». Michel Rocard, lui aussi, l'a affirmé haut et clair : entre lui et Alain Madelin il n'y a de divergence que sur la méthode. Telle est la raison qui oblige la gauche à se montrer discrète. En écoutant Pierre Rosanvallon, on comprend les convictions de Nicole Notat. Adepte érudit du troisième âge des droits sociaux, ce dernier propose de revoir les modalités par lesquelles peuvent s'appliquer des décisions « nécessaires mais sans cesse repoussées ».

Du coup, au nom de la science, leur projet prend acte de l'éloignement croissant entre les deux mondes dont la modernité, et ses plus chauds partisans au sein des sciences sociales, a fait sa religion : un monde de représentation où fleurissent la spéculation et la rapidité des échanges économiques et sociaux, et leurs tendances à déterritorialiser ; et un monde où l'on enferme des populations dans la marginalité et l'exclusion.

La société « sérieuse et heureuse » d'Alain Juppé se prépare dans la douleur

On ne se soucie plus guère chez les chefs des conséquences de la concentration des « circuits de haute vitesse » souvent présentée comme une avancée décisive du capitalisme de production et de consommation liée aux nouvelles technologies et au capitalisme spéculatif. Que s'y meuvent des grands industriels et des représentants de la haute finance entourés d'exécutifs agressifs (conseillers en communication, producteurs d'images) ne choque plus. Toute pensée autre a disparu.

Gérard Demuth, tournaïen en diable, invite les politiques à changer la méthode pour que surgisse une nouvelle organisation des rapports sociaux. En fait, le travail auquel se livrent ces nouveaux démiurges consiste à dénier la réalité des luttes que se livrent les « classes sociales ». La dictature antitotalitaire a interdit que l'on prononce le mot sous peine de caractérisation définitive : archaïque ! La société « sérieuse et heureuse » d'Alain Juppé se prépare dans la douleur. Rien de plus normal ! C'est la version des « lendemains qui chantent », façon néolibérale. Certes la société a changé. Pronostiquons qu'elle ne finira pas de changer. Mais les faits sont têtus. Rien ne permet de conclure qu'elle change par évaporation des conflits de classes.

L'investissement du mot « réforme » a un enjeu identique à celui du terme « modernisation » : réorganiser les modes de domination sociale et étatique dans le but exclusif et tout à fait spécifique de rationaliser « le mode de production du troisième millénaire », sans risques sociaux.

Or, la solution au problème, qu'on l'appelle « exclusion » ou « fracture sociale », est connue et simple. C'est la réduction massive du temps de travail. Elle donnerait une réponse à la question sous-jacente aux revendications des grévistes : à quoi sert le progrès technique s'il condamne à la barbarie d'un ordre social inégalitaire ?

La crise de représentation des individus appelle des solutions également connues : redonner le pouvoir au peuple en faisant confiance à ses capacités d'auto-organisation. Ce sont des procédures inverses qu'inventent continuellement les hommes politiques et leurs mentors dans les bureaux et les cabinets. La « réforme » du premier ministre réalise ce tour de force de dessaisir les salariés de la gestion de la Sécurité sociale en prétextant du monopole d'un syndicat. Il fallait faire l'inverse : redonner aux salariés la maîtrise des dépenses de santé et donc de leur cotisation. Mais cette perspective est sans doute trop longue, trop incertaine au regard de la rationalité. Les « marchés » s'impatiente. La monnaie unique ne peut attendre.

Renouer le « lien social », terme clé des politiques publiques, fut la principale tâche des recherches en sciences sociales pendant les quinze dernières années. La nature du fil qui relie les individus à un ordre social fut oubliée. C'est ce dernier qu'il faut changer en remettant les sciences sociales à l'endroit : changer l'ordre social pour retisser le lien social.

Après tant de jours de grève, les experts parlent encore des « insuffisances » de la méthode. Refusant de voir dans le « mouvement social » un conflit de classes, ils font leur travail : servir la cause des nantis par la recherche des moyens par lesquels on peut le mieux tromper la société. Là-dessus, toute la classe politique est d'accord.

Mais que l'on décrive le mouvement actuel comme une lutte anti-Maastricht, une lutte entre les marchés financiers et le monde du travail ou comme les prémices d'un conflit hostile au néolibéralisme à l'échelle européenne, la crise sociale réintroduit une dimension essentielle : la question des classes sur laquelle est en train de se briser le consensus intellectuel. Saluons !

Gérard Prévost, sociologue, est maître de conférences associé à l'université Paris-VIII.

Le fantôme de la lutte des classes par Bernard Perret

ON a vu réapparaître ces jours-ci des expressions fleurant bon mal 68, « solidaires intellectuels », « nouveau prolétariat », et on a même cru voir se lever « le peuple », acteur collectif mythique, derrière ce qui reste avant tout une coagulation anémique de peurs, de frustrations et de crispations catégorielles. Le retour du vocabulaire refoulé ne doit pas faire illusion : le temps n'est plus où l'on pouvait se représenter les intérêts des travailleurs comme un bloc face aux intérêts des « nantis », du Capital.

Jusqu'à la fin des années 70, cette schématisation du jeu social s'appuyait sur une théorie marxiste qui avait gardé toute sa force de suggestion, et qui, dans une certaine mesure, reflétait bien la réalité. La condition salariale progressait comme un tout cohérent sous la pression des luttes sociales, et les avantages conquis par les uns finissaient toujours par bénéficier à l'ensemble. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Si la brusque explosion de ce qui ressemble à une révolte de classe exprime une malaise social bien réel, l'idéologie qu'elle tente de réactiver est dangereusement décalée par rapport à la réalité.

L'expression d'une communauté de mécontentements, d'inquiétudes, voire de valeurs politiques, ne suffit pas à créer une communauté d'intérêts. Les salariés du secteur public et ceux qui subissent de plein fouet les dures lois de la nouvelle économie mondialisée ne sont plus objectivement solidaires, même si tous se sentent menacés par l'évolution économique. Pour ce qui concerne leurs intérêts économiques immédiats, les travailleurs ne sont plus tout à fait sur le même bateau : certains sont déjà immergés dans l'économie-monde, contraints de vendre leur force de travail et leurs compétences aux conditions du marché mondial, tandis que le sort des autres se règle encore dans le cadre du compromis socio-politique hexagonal de l'après-guerre, à l'écart des turbulences du marché.

Les seconds ne sont pas toujours des privilégiés, loin s'en faut, et là n'est d'ailleurs pas la question, mais leur combat défensif, légitime à certains égards, n'en risque pas moins de retarder de nécessaires adaptations à l'état du monde, et d'ajourner les réponses qu'il conviendrait d'apporter d'urgence à la question du chômage.

Quitte à enfoncer des portes ouvertes, rappelons donc que les chômeurs et les travailleurs précaires seront les premières victimes des retards pris dans la réduction des déficits. Quitte à irriter encore davantage, osons même affirmer que la garantie de l'emploi est un avantage qui ne doit pas être sous-estimé dans un pays qui a délibérément et collectivement choisi de jouer le jeu de l'intégration économique mondiale, et où chacun trouve normal de s'adresser à la

compagnie la moins disante quand il prend l'avion.

Que les salariés en lutte feignent d'ignorer ces contradictions est excusable. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est que des hommes politiques les renforcent dans une vision fantasmagorique de la réalité. Quand Henri Emmanuelli affirme que les services publics sont le « nerf de la lance » du salariat, il se moque du monde, ou, plus gravement, il se trompe d'époque. Il contribue, en tout cas, à rendre le réel illisible pour les « classes populaires », c'est-à-dire pour la majorité des Français, et il les empêche de prendre leur destin en main.

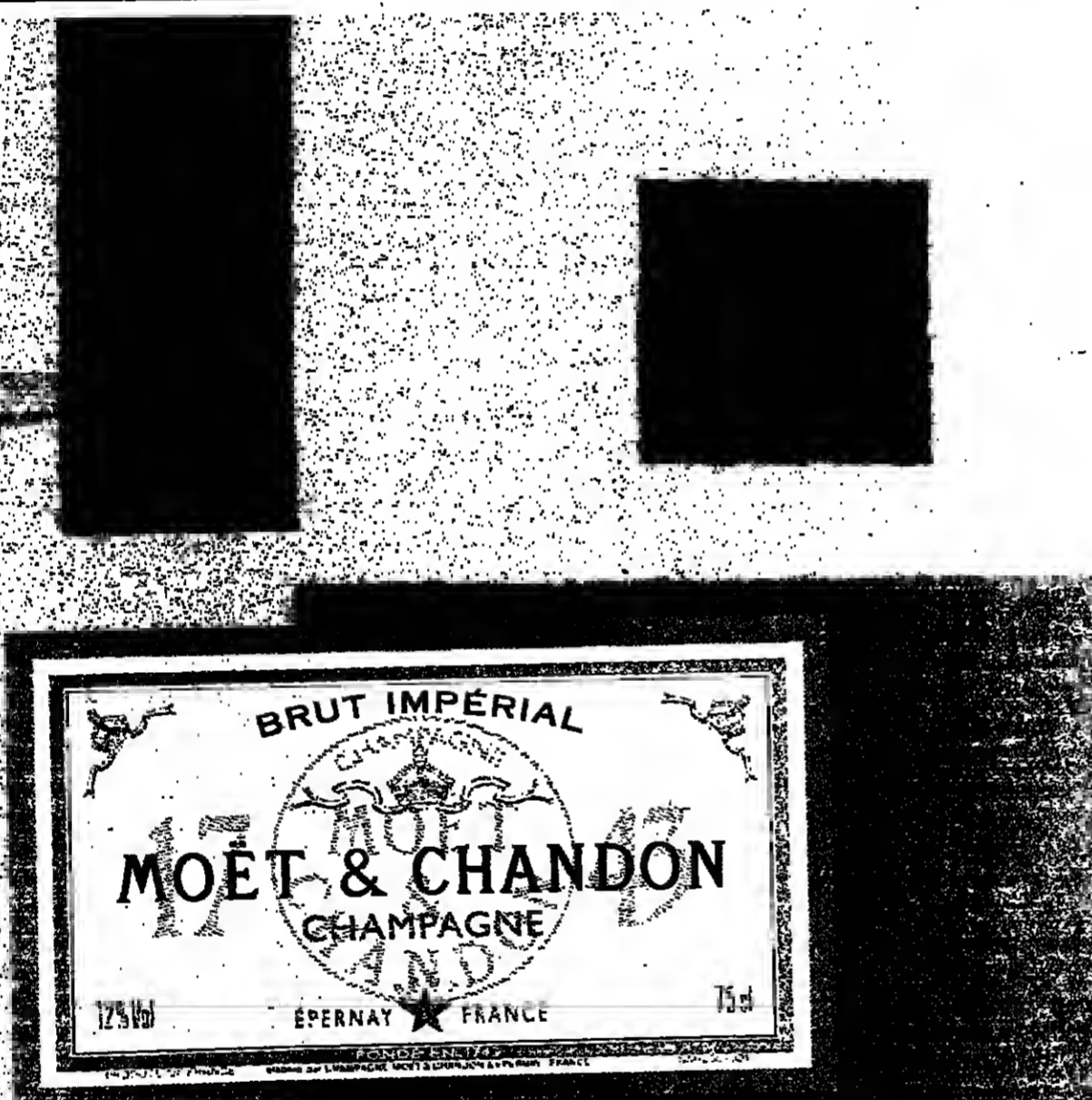
Le mouvement social actuel pose massivement la question de la sécurité, des garanties sur l'avenir auxquelles chacun a droit et qui paraissent mises en cause par des changements économiques dictés par la seule logique du marché. Accepter la question, bien sûr, comment ne le ferait-on pas ? C'est la question politique essentielle de cette fin de siècle. Mais quelle réponse lui donner ?

On ne va pas manquer de mettre en cause le traité de Maastricht, mais l'arbre de la construction européenne ne doit pas cacher la forêt : les causes de déstabilisation de l'ancienne société salariale sont beaucoup plus profondes : mondialisation des échanges, mais aussi, plus radicalement, passage d'une économie industrielle à une société de service dominée par les exigences de l'individu-consommateur.

On a menti aux gens en leur promettant année après année le retour des beaux jours de la croissance et du plein emploi modèle années 60. On s'est moqué d'eux en prétendant justifier sacrifices financiers et reculs sociaux par d'obscures considérations sur le montant des déficits. Les chiffres, par eux-mêmes, ne signifient pas grand-chose. Nous sommes durablement voués à une croissance faible et irrégulière, situation dans laquelle on peut moins que jamais s'en remettre à des mécanismes redistributifs devenus inefficaces, opaques, et surtout, inéquitables, pour garantir le progrès social.

Au-delà de cette urgence, le progrès social passe par une nouvelle approche de la question du travail, et, au premier chef, par le partage de l'emploi. Etant entendu que celui-ci ne saurait se limiter aux conséquences mécaniques d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail. Pour avoir un sens, le partage doit prendre en compte l'hétérogénéité croissante du travail, et il doit porter sur l'ensemble de ses contreparties sociales : rémunérations, qualifications, responsabilités, mais aussi statuts et garanties juridiques. Bref, au lieu de postuler l'unité du « peuple », on ferait mieux d'essayer de la reconstruire.

Bernard Perret, économiste, est rapporteur général du Conseil scientifique de l'évaluation.



De la

SANTÉ, A CONSOMMER AVEC MODERATION

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 17 - LUNDI 18 DÉCEMBRE 1995

VENTES Reproduisant la célèbre *Danse* peinte pour le collectionneur russe Sergueï Chitchoukine, une aquarelle de Matisse, qui avait appartenu à Marcel Sembat, a battu

des records à Drouot. Les commissaires-priseurs expliquent ce bon résultat par l'absence de TVA à l'importation, et l'accord par le ministère de la culture d'un certifi-

cat de libre circulation. ● **DEUX LOGIQUES** s'affrontent, à propos du marché de l'art. Celle des défenseurs du patrimoine, et celle des négociants. Et les artistes, qu'il ne faut

pas oublier, sont tiraillés entre le marché et le musée. ● **L'EXEMPLE** du Matisse illustre paradoxalement les difficultés pour le marché français de s'adapter à la concurrence

anglo-saxonne. Taxes et droits sont moins lourds à Londres qu'à Paris, et les propriétaires d'œuvres d'importance sont tentés de les vendre à l'étranger.

Le marché de l'art entre défense du patrimoine et logique commerciale

L'adjudication-record d'une aquarelle de Matisse met paradoxalement en relief les raisons du marasme, de moins en moins mondial et de plus en plus parisien, qui perdure dans le monde du négoce

LE TABLEAU MODERNE le plus cher vendu en France cette année n'est pas un tableau. Tout juste une petite aquarelle. Henri Matisse l'a peinte à la demande de Marcel Sembat. Le député, qui n'était pas encore ministre, était déjà amateur d'art. Il avait épousé la peintre Gertrude Agutte qui, comme Matisse, avait étudié avec Gustave Moreau. Madame avait participé à la fondation du salon d'Automne, celui où Matisse et ses amis exposèrent leurs premiers tableaux fauves, en 1905. Monsieur était membre du jury.

En visite à l'atelier de Matisse, Sembat vit les travaux préparatoires à une composition gigantesque, *La Danse*. Un autre était

passé avant lui, en février 1909 : le collectionneur russe Sergueï Chitchoukine. L'industriel moscovite, frappé par la composition - aujourd'hui conservée au musée d'art moderne de New York -, commanda à Matisse une version destinée à orner l'escalier de son hôtel particulier. *La Danse* l'est aussi, aujourd'hui un des fleurons du musée de l'Ermitage, à Saint-Petersbourg.

Le député Marcel Sembat n'avait pas les moyens du collectionneur russe. Il parvint tout de même à acheter deux versions plus modestes de *La Danse* : un dessin au fusain, qui fut donné à sa mort en 1922, au musée de Grenoble. Et une aquarelle, demeurée depuis dans la famille. C'est elle qui, passée aux enchères de M. Millon et Robert, a pulvérisé quelques records.

La jurisprudence Utrillo

Un nouveau prélèvement pourrait s'ajouter à ceux déjà existants. En mai 1995, à la suite d'une longue série de procès, un jugement condamne M. Loundmer à verser des droits à un des héritiers de Lucie Valore, la veuve d'Utrillo. M. Loundmer avait reproduit des œuvres d'Utrillo dans un catalogue de vente, sans l'autorisation du légataire. Le jugement permet désormais aux ayants droit qui l'exigeraient de monnayer le droit de reproduction. Le 14 novembre 1995, le garde des Sceaux a reconnu la nécessité de légiférer en la matière. Pragmatiques, les Britanniques l'ont déjà fait : depuis 1992, ils ont adopté un texte de loi exonérant de droits les photographes d'œuvres publiées dans les catalogues de vente.

La vente réussie de cette aquarelle illustre paradoxalement les difficultés du marché français. Sans certificat de libre circulation, l'acheteur américain n'aurait même pas décroché son téléphone. Le Matisse aurait connu le même désintérêt que le Picasso, vendu par M. Bristel, puisque interdit de sortie de France (Le Monde, 19-20 novembre 1995). Les amoureux de la sauvegarde du patrimoine applaudiraient. Pas longtemps : une interdiction n'est

valable que pour une durée de trois ans. Passé ce délai, il faudra laisser le Picasso partir, ou indemniser son propriétaire au prix fort.

En fait, deux logiques s'affrontent : celle des négociants, pour qui c'est le commerce qui donne une valeur à l'objet. Et, ajoutent-ils, si l'objet n'a pas de valeur, il n'est pas conservé. D'autres, à l'inverse, jugent immoral le commerce de l'art. Le musée serait le seul instrument efficace de promotion de la culture. Mais les musées peuvent-ils remplir seuls ce rôle ? Quel pays est en mesure aujourd'hui de protéger la totalité de son patrimoine ? Surtout avec les budgets d'acquisitions des musées nationaux, dérisoires au regard des prix actuels de l'art moderne et contemporain.

Le problème vient précisément de ce que les défenseurs du patrimoine ont parfois une vision na-

Les artistes ont besoin de vendre pour vivre. Si le marché est en crise, la création l'est aussi

tionale, pour ne pas dire nationaliste du sujet. Dans certains cas, ils ont parfaitement raison : le pillage des antiquités, par exemple, ne prive pas seulement un pays de ses trésors, ce qui est grave, mais il détruit surtout les sites archéologiques et rend impossible toute



« La Danse » d'Henri Matisse, aquarelle gouachée acquise auprès de l'artiste en 1910.

étude scientifique ultérieure. Mais un Matisse, sauf s'il a été destiné par l'artiste à un lieu précis, n'est pas moins un Matisse, qu'il soit accroché dans un musée du Middle-West ou dans un musée parisien.

Le débat touche aussi un autre point sensible, celui de l'art vivant. Les artistes ont besoin de vendre pour vivre. Si le marché est en crise, la création l'est aussi. Il reprend depuis un an à Londres et à New York. En France, le marasme perdure. La situation d'est pas nouvelle. En 1964, par exemple, une crise semblable avait conduit à un exode massif des artistes (et de certains marchands) outre-Atlantique.

L'équilibre entre les artistes et le marché, qu'il émane des galeries ou des ventes publiques, est précaire. Un marchand londonien résume ainsi l'effet de sa cohabitation avec Christie's et Sotheby's :

« Certes, nous sommes en concurrence avec eux, et nous ne pouvons pas lutter avec leur puissance financière. Bien sûr, ils nous prennent des ventes. Mais le seul moment où les grands collectionneurs internationaux viennent à Londres, c'est pour les ventes d'art moderne et contemporain de juin. Entre deux vacations, ils passent dans nos galeries, et nous joignons des affaires à cette occasion. Je n'ai qu'une crainte, c'est que le gouvernement français les autorise à organiser des ventes à Paris. Ce serait la fin du marché londonien. »

Qu'Albion se rassure, même si Christie's et Sotheby's vont pouvoir légalement organiser des ventes à Paris à partir de 1998 (Le Monde du 19-20 novembre), nul ne dit qu'ils y auront intérêt, si rien ne change. Le Matisse illustre, là aussi, le problème français : en confiant son aquarelle à M. Millon et Robert, qui l'ont adjugée

avec le succès que l'on sait, le vendeur a gagné, pense-t-on, 8,4 millions de francs. Il faut cependant déduire de cette somme les honoraires du commissaire-priseur. Négociables, ils vont de 0 à 20 %, et comprennent les frais de catalogue, d'expédition (3 à 5 %), de publicité. Ce qui ne se négocie pas, c'est un taux de 20,6 % de TVA sur l'ensemble des frais. A Londres, le vendeur se serait vu proposer des frais de 2 % ! Il aurait aussi économisé les 3 % du montant de l'adjudication que le droit de suite attribue aux héritiers du peintre : les Anglais ne l'appliquent pas. Pour être compétitif, le commissaire-priseur doit donc serrer ses marges.

Quand à l'acheteur du Matisse, il est heureux à Paris comme à Londres : les 915 000 francs de frais qu'il doit payer en France sur son achat sont sensiblement équivalents à ce qu'il devrait payer en Angleterre. Mais si le vendeur n'avait pas été un ressortissant de la l'Union Européenne, il fallait y ajouter une TVA à l'importation de 5,5 %. A Paris, pas à Londres : les Britanniques ont accepté d'évoluer progressivement vers un taux de 2,5 %, mais pas avant le 1^{er} janvier 1999 !

Rien d'étonnant donc à ce que la majorité des œuvres modernes et contemporaines de niveau international quittent le pays, privant les musées nationaux de la possibilité d'exercer leur droit de préemption et l'Etat de recettes fiscales, et contribuant fortement à entretenir une crise du marché de l'art, qui est de moins en moins mondiale, et de plus en plus parisienne.

Harry Bellet

Au Festival vidéo d'Hérouville, l'art vidéo rêve de ses noces avec le cinéma

HÉROUVILLE

De notre envoyé spécial
De loin, c'est une sorte de disque en métal, au bout d'une tige qui pend d'un plafond. Comme un pendule. De près, le disque révèle un écran à cristaux liquides, à la lisibilité improbable. Pour mieux voir, vous vous approchez. Le disque se met à avancer. Vous reculez. Le disque pivote alors sur lui-même, de plus en plus vite, entraînant l'image dans son mouvement. L'image plate, mal définie, devient une sphère de visibilité. Baptisée Zénitope, la machine de Michael Willcox, un Australien, procure aux visiteurs des sensations que l'on imagine avoir été celles des premiers spectateurs d'Edison et des Lumière.

Si le cinéma est centenaire, la vidéo n'a que trente ans. Elle se veut pourtant porteuse d'un rêve immémorial qu'elle accomplirait mieux

que lui. *Time Piece*, du Néerlandais Boris Gerrets, installe un moniteur vidéo entre les deux points qui font ordinairement tenir un globe terrestre dans sa cage de cuivre. Quand un visiteur s'approche, le moniteur se met à tourner. L'image s'étire sur 360 degrés. Le réel devient une orange que l'on a envie de prendre dans la main. Néerlandais lui aussi, Bill Spinhoven a fabriqué un enchevêtrement de roues énormes. Elles tournent, par saccades, dans une lumière jaillissante. On dirait un projecteur géant, mais c'est d'une silhouette minuscule que la machine accouche : *The Logic of Life*.

Spinhoven, Gerrets et Willcox ont la même obsession : tels des enfants qui fantasment la scène primitive dont ils sont issus, ils balisent des noces du cinéma et de la vidéo. Artistes-technologues, ils veulent voir l'instant où les deux

grands fleuves d'images qui inondent notre siècle - le fleuve photographique, le fleuve électronique - s'écoulent encore qu'une étendue. La mécanique omnisciente présente dans leurs sculptures cinétiques exhibe les prémisses communes d'un siècle de représentations.

JETS MONOCHROMES

Prédicte Lecomte revient, lui aussi, en arrière, en nous invitant à regarder *Sous les jupes des anges*. Vidéo démodée au plafond comme des escarpolettes, montrant petites cuisses et petites culottes ; cylindres entraînant des poissons, avions, voliers dont les ombres viroloient alentour ; boules géantes de désuètes machines à écrire ; poules treuillant des transparents multicolores ; Lucky Luke en fer blanc chevauchant une perceuse ; projecteur vidéo tri-tubes vomis-

sant trois jets monochromes d'une seule image, via trois miroirs, etc. Truffant d'images le Meccano habituel des artistes-mécaniciens, Lecomte, tout jeune qu'il soit (il est né en 1966), nous montre (qu'il sait) où s'enracine l'art d'un Tinguely, d'un Calder ou celui d'un Dubuffet créant son *Courrou Bazar* : dans la volonté de répondre, avec des moyens primitifs, au défi technologique des images reproductibles.

Pas un festival vidéo n'aurait omis de célébrer le centenaire du cinéma. Chacun à sa façon. L'idée des 9^{es} Rencontres vidéo art plastique d'Hérouville, qui s'est tenu du 1^{er} au 10 décembre, était la plus jolie et la plus instructive. Un festival vidéo c'est aussi la « première » de certaines de courts métrages vidéo, essais, fictions, poèmes visuels, documentaires cultivant les effets spéciaux ou au contraire le direct le

plus nu. Boustani et sa *Briges*, Dailor Martinis et ses danseurs croates, Virginie Hervieu et Edouard Monnet et leurs *Cinq lettres à Muybridge*, Theo Eshetu et ses si rapides *Horses* : le cru 95 frappe par son raffinement, et par la jeunesse de ses auteurs. Lycéens, étudiants, élèves-artistes, cinévidéophiles submergent la vieille garde des vidéomaniaques. Applaudissements, discussions : on vient ici comme autrefois on allait dans un stage de ciné-club se gaver de nouveautés.

PARI SUR LA SIMPLICITÉ

Parmi les nouveautés, la plus fraîche technologiquement ne payait pas de mine. Face à une caméra Hi 8, une jeune femme se souvient, à la façon de Péric, de son premier soutien-gorge, de son premier flirt, de la mort de Dalida, de l'élection de Mitterrand, de la

mort de Coluche, du prix obtenu (à Hérouville) pour sa première vidéo (*Mille et tre*). En dix-sept minutes seize années défilent. Avec 1968, titre provisoire *Chapitre deuxième* (1979-1994), la prometteuse Lydie Jean-Dit-Panet (née en 1968 à Montbéliard) continue à surprendre. Après le très (trop) maniéré premier chapitre de ces souvenirs, voici un pari sur la simplicité qui ne manque pas de culot. Le regard frontal, les coupes sèches entre deux énoncés, l'alternance de souvenirs brefs et de souvenirs plus étoffés, les variations brutales de niveau sonore, le rythme soutenu du phrasé, nous ramène à la tension parfaite de son premier chef-d'œuvre. *J'ai rêvé que j'étais toi* - fusion de deux visages. Il n'y a plus qu'un visage, ici, le rêve a réussi. Celui de la vidéo d'être du cinéma.

Jean-Paul Fargier

TOUT NOUVEAU

FERRAT ARAGON

l'intégrale

Volume 1 & Volume 2

- 30 poèmes dans un luxueux coffret ● Photos inédites
- La seule collection avec les textes ● Nouvelle présentation de l'Aragon Volume 1
- Pour la première fois : "Billets doux" d'Aragon à Elsa et 2 monstres.

Gérard Meys • 10, rue St-Florentin 75001 Paris • Tél: 42 60 85 05 • Fax: 49 27 95 69

Distribution France : SONY MUSIC • Suisse : DISQUES OFFICE • Belgique : DISTRISOUND

Le volume 1 nouvelle présentation, comme le volume 2 peut être vendu séparément.

DISQUES TONY

Faites un heureux, offrez un abonnement au câble.



Le cadeau : plus de vingt chaînes sur votre téléviseur.
Le câble, c'est le cadeau de Noël idéal : 20 cadeaux en un,
un cadeau pour toute la famille. Films, documentaires, séries,
sport, info, musique : tout est toujours disponible à
l'heure de votre choix. Parce que le câble vous permet de créer
vous-même le programme qui vous convient.

Le cadeau en plus : la simplicité et une qualité d'image qui fascine.
Oubliez les antennes. Après un raccordement simple et rapide,
vous recevrez, en plus de vos chaînes habituelles,
toutes les chaînes du câble avec une qualité de l'image et des
images que vous n'avez jamais vues.
Simplifiez-vous la vie... et celle du Père Noël.



Abonnez-vous au
05.25.80.00
Appel gratuit

**MILLE
CADEAUX
À GAGNER**

*Valable pour tout abonnement entre le 1^{er} et 31 décembre 1995.

1550 1550